

## Le fantôme de Guy Mollet

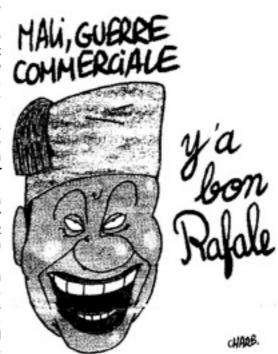
Il a suffi d'un coup d'Etat non autorisé par Paris, d'un appel au secours d'un Président intérimaire sans légitimité et de subtiles pressions de nos «amis» dictateurs de la CEDEAO pour qu'enfin la voie soit ouverte à l'intervention militaire française au Mali. Trop d'atermoiements de l'ONU et de nos alliés concurrents ! Il y avait urgence ! De fanatiques saigneurs de guerre, anciens mercenaires libyens, trafiquants de drogues et de cigarettes ne menaçaient plus seulement contre rançon quelques otages oubliés, mais s'alliaient entre eux, désorganisaient la rébellion touareg au Nord Mali et pénétraient au Sud. Cette partie de la Françafrique risquait d'être déstabilisée. Les sectateurs du profit ont dit *Pas touche au grisbi*, à l'uranium d'Areva, aux richesses aurifères du Mali, au pétrole et au gaz du Sahelistan si prometteur !

C'est ainsi qu'un monarque républicain un peu falot, s'est transformé en chef de guerre. La fonction de chef de l'Etat capitaliste l'exigeait! La caste militaire pré-positionnée dans différents «pays amis» où règnent des dictateurs sans scrupules n'a d'autre mission que celle de défendre

becs et ongles les intérêts des grands capitaines de l'industrie française. A peine sorti du guêpier afghan où les talibans négocient leur retour aux affaires, après le coup de botte dans la fourmilière libyenne d'où sont sortis des diables djihadistes, il était impératif de s'enfoncer dans les sables maliens! Il y avait urgence, nos alliés tergiversaient tout en lorgnant sur les richesses de ces pauvres pays! Et la Chine aussi!

Après la geste vibrionnante de Sarko, nous eûmes droit au ton saccadé hollandais, plein d'emphase de circonstance, reprenant les accents bushiens de la guerre des civilisations, presque poutiniens. Il faut tuer les terroristes... mais pas jusque dans les chiottes! C'est qu'il fallait nous faire accepter cette entrée en guerre. Les choristes des médias ont donné leur bénédiction, les politiciens ont ânonné, le Parlement saisi après coup, sans débat, donnant son approbation silencieuse.

Car, pour la classe dominante, le Mali (pré carré de la Francafrique), terre des dictatures imposées depuis 1968, ravagé par les politiques néolibérales d'ajustements structurels du FMI, pillé de ses richesses aurifères, volé par ses politiciens prédateurs, son Nord touareg abandonné à la misère, doit demeurer sous dépendance française.



Certes, les apprentis sorciers, émirs du Golfe ou DRS algérien, manipulant les wahhabites fanatiques qui barbotent dans le bénitier d'Allah, veulent imposer leur despotisme réactionnaire. Certes, dans toute guerre coloniale, comme les harkis et les tirailleurs sénégalais hier, la chair noire sera en première ligne. Mais, déjà, les «dommages collatéraux», exactions et règlements de compte contre les civils font fausse note. Déjà le fantôme de Guy Mollet vient hanter Hollande fraîchement galonné. Espérons que l'esprit du forum altermondialiste de Bamako ne soit pas mort.

## **Prix Nobel alternatif**

Le lundi 10 décembre 2012, sous les lambris de l'Hôtel de ville d'Oslo, le Portugais José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, le Belge Herman von Rompuy, celui du Conseil européen, et l'Allemand Martin Schulz, qui tient le perchoir au Parlement strasbourgeois<sup>(1)</sup>, ont reçu en grandes pompes le Prix Nobel de la Paix 2012 au nom de l'Union des 27. Je ne gloserai pas ici sur les orientations politiques, diplomatiques et économiques du conglomérat<sup>(2)</sup>. Je préfère évoquer une autre cérémonie, qui s'était déroulée, le vendredi d'avant, dans l'enceinte du Riksdag, la chambre des députés à Stockholm, et que les médias ont superbement ignorée: la remise du Right Livelihood Award, généralement qualifié de «Nobel alternatif», à trois personnes et un mouvement œuvrant réellement pour le bienfait de l'humanité.

L'essayiste et philatéliste suédois Jakob von Uexkull avait créé en 1980 cette distinction «pour un mode de vie juste», notion reposant sur l'idée que chaque être doit pouvoir exercer une activité honnête sans nuire à ses semblables et à la nature. Elle induit que nous nous sentions pleinement responsables de nos actes et que nous prélevions avec parcimonie les ressources de la planète pour la satisfaction de nos besoins.

Hayrettin Karaca, le grand-père du mouvement écologiste turc, avait, dans le cadre de ses déplacements en tant que businessman du textile, constaté les dégradations de l'environnement, en particulier l'érosion des sols générée par une fertilisation excessive, le gaspillage de l'eau, l'épandage massif de pesticides. En 1992, il initia avec Nihat Gökyigit, un collègue de l'industrie, la Fondation TEMA. Ils échafaudèrent des modèles que les populations locales prendraient en charge: l'apiculture, la production de fourrage, l'amélioration de l'élevage, l'introduction de pratiques non intensives, l'écotourisme, la culture de fruits et légumes. Le 17 avril 2010, le nonagénaire s'était rendu à Kozak, dans l'ouest de la Turquie. Les exploitants de mines d'or avaient massacré 7400 arbres. Le vieil homme prit des photos. Lui et les habitants du cru qui avaient attiré son attention sur les dégâts subirent des intimidations. Les responsables de la compagnie Koza Altin Madencilik A.S. les poursuivirent pour violation de propriété, un délit passible de six années d'emprisonnement. Le 20 novembre 2012, lors d'une audience au Tribunal pénal de Dikili, ils retirèrent leur plainte. La nomination pour le Prix n'est sans doute pas étrangère au revirement.

Sima Samar (55 ans), médecin des pauvres en Afghanistan, n'avait que 22 ans lorsque son époux, trois de ses frères et soixante autres membres de sa famille périrent dans les affrontements entre les troupes russes et les moudjahidines en 1979. Après son doctorat à l'Université de Kaboul, en 1982, elle s'exila durant dix-sept années au Pakistan. En 1987, elle ouvrit à Quetta le premier hôpital pour femmes et enfants. En 1989, elle institua Shuhada, une

association qui patronne désormais plus d'une centaine d'écoles, une quinzaine d'établissements de soins en Afghanistan et dans le pays limitrophe. De retour dans sa patrie en décembre 2001, elle occupa le poste de ministre des Affaires féminines. Elle démissionna en juin 2002 pour présider la Commission indépendante des Droits de l'Homme. De 2005 à 2009, **Sima Samar**, auréolée de plusieurs récompenses, fut rapporteur quant à la situation au Soudan.

L'Américain Gene Sharp (84 ans) est avec le Norvégien Johan Galtung, lauréat du Prix en 1987, le théoricien de la non-violence le plus célèbre. Objecteur de conscience à 25 ans. il refusa de quitter son Ohio natal pour aller tuer des gens lors de la guerre de Corée (25 juin 1950 – 27 juillet 1953). L'admirateur du Mahatma Gandhi fut condamné à neuf mois sous les verrous. En 1983, il porta sur les fonds baptismaux à Boston l'Institut Albert Einstein, spécialisé dans l'étude des formes de résistance nonviolentes. Il avait achoppé sur la portion congrue dévolue à celles-ci dans les livres d'histoire. En octobre 1993, il publia son essai majeur «De la dictature à la démocratie. Un cadre conceptuel pour la libération»(3), traduit en plus de trente langues et qui inspira maints activistes dans le monde. En 2011, le réalisateur et journaliste écossais Ruaridh Arrow tourna le documentaire «How to start a revolution», basé sur les écrits de Gene Sharp et leur impact sur des mouvements de lutte.

À l'honneur également, la Campagne contre le commerce des armes, lancée en 1994 à Londres après le déclenchement de la guerre du Kippour au Moyen-Orient. La CAAT se mobilise surtout pour fustiger l'influence des magnats du secteur sur le gouvernement anglais. Elle estime que la domination militaire, un des axes sur lesquels repose la diplomatie, constitue un facteur prégnant d'insécurité. Parmi les causes majeures de conflits, elle mentionne les inégalités croissantes entre le Nord et le Sud tout comme les corollaires des dérèglements climatiques. Actuellement elle dénonce l'exportation d'engins de mort à destination d'Israël. En 2011, le volume global à l'échelle de la planète se situait autour de 1338 milliards d'euros. Selon le rapport au Par-



lement<sup>(4)</sup> présenté, le 22 novembre dernier, par Jean-Yves Le Drian, le ministre de la défense, la France émargeait au 4ème rang avec 6,5 milliards d'euros (8,5% des parts de marché), derrière les States (33,6 milliards d'euros, 44%), la Russie (10,7 milliards d'euros, 14%) et le Royaume Uni (8,2 milliards d'euros, 11%).

#### René HAMM

- (1) Les deux premiers n'ont aucune légitimité démocratique. Quant au social-démocrate d'outre-Rhin, il ne se singularise pas par une opposition tranche aux diktats des institutions bruxelloises.
- (2) Un texte est paru sur la question dans le n° 239 (Novembre 2012) d'A Contre Courant : « Le Nobel de la paix : de la tragicomédie au comique troupier »
- (3) Chez l'Harmattan, collection «La Librairie des Humanités», novembre 2009, 137 pages, 14,50 euros.
- (4) Le document rédigé sous la direction de Marylène Folliet, Isabelle Valentini, Stéphane Reb et Michel Wencker atteste, une fois encore, qu'en ce domaine comme en tant d'autres, il n'existe aucune différence entre le Parti socialiste et l'UMP ou le Front national.

# 2013, année de tous les dangers, année de tous les possibles émancipateurs

Le début d'année invite à un exercice, toujours aléatoire, de prospective. Le surgissement d'évènements inattendus déjoue bien souvent les pronostics de sens commun. D'ailleurs, l'année 2012 n'en a pas été dépourvue. On peut néanmoins se risquer à ce type de réflexion en s'appuyant sur les tendances fortes apparues dans la dernière séquence historique, quitte à rester mesuré sur les jugements émis.

Commençons par les **Etats-Unis**, ce pays toujours maître du monde, quoique en déclin. La crise de surproduction y a pris la forme d'un endettement massif dont il n'est pas prêt de sortir. Après le renflouement des banquiers, la bataille qui fait rage au sein des élites politiques consiste à déterminer sur qui faire porter l'effort fiscal et la réduction des dépenses publiques. Les politiques d'austérité, quelle qu'en soit la forme, risquent de plonger le pays dans la récession à moins que l'on assiste à une dévaluation du dollar et, concurremment, à des

s'aggraver ce qui, peut-être, provoquera des mouvements populaires surtout si des **coupes sombres** dans les **prestations sociales**, déjà bien maigres, aggravent encore le sort des plus démunis.

Contradictoirement, la réduction des dépenses militaires, même si elle est impérative n'est pas à l'ordre du jour. L'armée, cet instrument de puissance, s'est déjà reconfigurée pour faire face aux évolutions des rapports de force mondiaux. Certes, malgré toutes les fanfaronnades, les guerres d'Irak et

d'Afghanistan sont des défaites dont les leçons ont été tirées. L'occupation de territoires n'est plus une panacée, les opérations ciblées, y compris les assassinats par drones interposés, font désormais partie de l'arsenal guerrier «chirurgical» surtout au Moyen Orient. La raison en est simple : malgré le discours d'Obama au Caire tentant de se réconcilier avec le monde arabe, ce que retiennent les peuples c'est l'enlisement guerrier, le soutien inconditionnel à Israël et le printemps arabe qui a délogé ou déstabilisé les dictateurs et ploutocrates arabes, y compris en Arabie Saoudite et dans les autres pétromonarchies malgré l'aide et le soutien que leur accordait la première puissance mondiale. Bref, l'hégémonie US

s'est là plus qu'ailleurs fissurée, et ce, malgré la disparition presque totale de l'URSS d'hier et le retour poutinien de la Russie d'aujourd'hui. Le processus révolutionnaire amorcé va certainement connaître de nouveaux développements sur fond de crise sociale et politique et d'ajustements structurels brutaux, du moins dans les pays ne disposant pas de la manne des pétrodollars

D'ailleurs, il semble bien que la mise en coupe réglée du Moyen Orient ne fasse plus partie de l'agen-

da des Etats-Unis et ce, pour au moins deux raisons : l'extraction du gaz et du pétrole de schiste leur procure des ressources suffisantes et à moindre prix. Le recentrage de leur armada militaire en Asie démontre que l'épicentre du monde capitaliste s'est déplacé. On pourrait d'ailleurs assister au surgissement de mouvements écologistes contestant ce mode d'exploitation et de destruction de la nature ainsi qu'à un renouveau des mouvements pacifistes selon le degré de tension entre la Chine et le Japon. Pour les contrer quoi de mieux que la construction d'un nouvel ennemi : après le péril vert (et le «terrorisme islamiste»), quoi de mieux que le péril jaune!

En effet, dans l'espace asiatique de puissants mouvements tectoniques contradictoires sont à l'œuvre, sans que l'on puisse prévoir les lignes de faille qui surgiront pour en modifier le paysage politique : l'exemple du Japon est éclairant. Un mouvement de contestation demandant l'arrêt des centrales nucléaires après la catastrophe de Fukushima demeure mobilisé et pourtant la droite extrême militariste, pronucléaire l'a emporté. La mer de Chine est devenue un champ clos d'affrontements entre les différents protagonistes (Corée, Vietnam, Japon, Chine, Philippines, USA) afin de s'accaparer les ressources énergétiques et halieutiques. Ils pourraient dégénérer à tout moment sous l'effet de l'accroissement des dépenses militaires et des volontés belliqueuses accrues par la logique des blocs qui se constituent. En effet, la marginalisation de l'ONU depuis plus d'une décennie, de la Yougoslavie à l'Irak en passant par la Palestine, laisse supposer que désormais prévalent l'unilatéralisme, le fait accompli et, par conséquent, la montée irrépressible des tensions.

Toutefois, comme dans les pays arabes, le poids démographique de la jeunesse éduquée, urbanisée, d'une classe ouvrière importante n'est guère propice au développement des mouvements xénophobes et nationalistes. Tout dépend bien évidemment de la capacité de manipulation des masses par les élites politiques au Japon, voire en Chine. Mais nous ne sommes plus



mesures inflationnistes. Quoi qu'il en soit, le 1% des plus riches, tant décrié par le mouvement Occupy Wall Street, n'est guère prêt à céder du terrain, soutenu qu'il est par les Républicains et le Tea-Party, opposé au rôle régulateur de l'Etat fédéral. Quant à Obama et «ses» démocrates, on ne les sent guère décidés à mettre en œuvre une politique aux accents rooseveltiens. Qui plus est, la gauche y compris au sein des Indignés, n'ose guère s'attaquer au gouvernement et encore moins proposer des revendications concrètes¹. Les inégalités criantes risquent encore de

dans les années 1930-40. Le vieux se meurt. A preuve le puissant mouvement contre les viols en Inde dans cette société caractérisée, il y a peu, par son machisme et la prégnance des castes.

Bref, plus encore qu'au Moyen Orient, l'impérialisme US rencontrera des difficultés pour maintenir son leadership, confronté qu'il sera là plus qu'ailleurs à la sourcilleuse volonté d'indépendance des peuples et des Etats, et à la montée en puissance du capitalisme chinois plus particulièrement. Car dans la mémoire des peuples demeurent les affres de la 2ème guerre mondiale (les bombes atomiques sur le Japon), la guerre du Vietnam et les ingérences meurtrières des USA (Indonésie). Les élites dirigeantes pourraient certes s'appuyer sur le gendarme US ou sur la logique des blocs (Russie/Chine contre USA/Japon) mais, pour autant que cela serve leurs intérêts. Et l'on voit mal le pusillanime Obama faire plus que jouer la prudence, le défilé de son armada dans le Pacifique et le recours à la rhétorique vertueuse et grandiloquente dont il a le secret... mais, ce, sans effet notable. D'autant qu'il risque de se trouver sollicité de toutes parts et pas seulement en interne.

En Amérique latine, où la «basse cour» US se réduit comme peau de chagrin et où les coups d'Etat à l'instigation de la CIA semblent de plus en plus difficiles à mettre en œuvre, le mouvement vers plus d'indépendance économique et politique vis-à-vis des USA semble pour l'heure irréversible. Du Venezuela à la Bolivie, de l'Equateur au Brésil, voire à l'Argentine... l'agenda des élites et classes dominantes semble défini par les puissantes mobilisations qui contestent tous les effets précédents du néolibéralisme. Il en fut ainsi au Chili lors de la contestation étudiante. L'altermondialisme, la lutte des sans terres, les caceroles et l'occupation d'usines autogérées ont laissé des traces dans les mémoires collectives. D'ailleurs, on assiste à une planétarisation de la contestation des politiques d'austérité autoritaires y compris au Canada (Québec).

En Europe, maillon faible du dispositif capitaliste mondial, rien ne laisse supposer pour le moment une modification du rapport de forces en faveur des classes populaires, mise à part l'exception de la Grèce, et encore ! Certes, les conceptions économiques néolibérales se sont fracassées sur la réalité de la crise : le sauvetage des banquiers et autres créanciers, l'endettement des Etats en a, en partie, résulté. Mais les mêmes politiques sont à l'œuvre, marquées désormais par l'urgence de l'austérité. La zone euro en est fragilisée, le commandement de la

Troïka et l'Allemagne soumis à des critiques venant d'en bas. La récession surtout dans les pays du Sud de l'Europe semble le scénario le plus probable. Dans les pays à démographie vieillissante, marqués qui plus est à l'Est par la faillite des capitalismes d'Etat dits socialistes, la gauche radicale anticapitaliste peut-elle s'enraciner dans les classes ouvrières et populaires ? Rien n'est moins sûr ! Plusieurs phénomènes négatifs invitent au pessimisme : la désindustrialisation, la casse des collectifs ouvriers, l'atomisation des classes populaires masquée par la précarité, les illusions persistantes malgré les déconvenues dans les partis d'alternance y compris les sociolibéraux. le poids restreint des forces de transformation sociale et surtout le repli individualiste. D'autres facteurs régressifs sont à souligner : le refuge dans l'abstentionnisme, les divisions catégorielles et racistes ainsi que les difficultés qui y sont liées, à savoir le «désir» d'engagement collectif qui, à l'heure des nouvelles technologies, semble désuet. Quant aux luttes menées, voire celles à venir, du fait des licenciements programmés par la récession, elles revêtent des formes défensives sans réel impact politique à court terme. Face à cette réalité de contestation larvée les forces politiques d'alternance sont tentées de faire prévaloir l'union sacrée entre droite et gauche pour que rien ne change. Verra-t-on en France le parti Solferino s'allier à l'UDI de Borloo ? L'autre solution déjà mise en œuvre consiste dans le recours à des hommes providentiels, des ex-banquiers et technocrates comme Mario Monti en Italie, et ce, afin de mettre au pas des formations politiques hésitant à recourir aux politiques d'austérité. La «génération sacrifiée» longtemps baignée dans l'égotisme ne semble pas posséder les ressorts suffi-



sants pour s'unir autour d'un projet de lutte anticapitaliste radical. Des explosions sociales surtout dans les quartiers populaires ou contre des projets mettant en cause l'environnement sont certes possibles. Mais elles risquent d'être brouillées par le système électoral bloquant toute percée sociale et par les positionnements politiques d'alliance avec les socio-libéraux visant à conserver quelques strapontins locaux.

A contrario, en Grèce et dans une moindre mesure, en Espagne et au Portugal, les mouvements de masse ont connu une ampleur sans précédent, l'effet de politisation et de rejet des partis traditionnels y est certain, sans pour autant qu'une perspective claire ne s'en dégage, à l'exception controversée de la Grèce. Dans ce laboratoire des politiques d'austérité draconiennes se font désormais face Syriza et l'Aube Dorée. Mais si la classe dirigeante, gauche et droite unies, est déconsidérée, la purge sociale qui est imposée crée un climat délétère, source de tous les dérapages. Rocard n'a-t-il pas laissé entendre qu'il fallait éviter le recours aux colonels comme si la dictature était déjà une option sur la table ?

Quant aux Indignés d'Espagne ou du Portugal, tétanisés par l'alternance de la démocratie représentative, ils n'osent pas s'en prendre à ce type de régime qui leur est imposé. Il n'empêche, travaille en sourdine le processus de **décomposition-recomposition** du paysage politique. Que va-t-il en sortir ? A priori, en Espagne, comme au Royaume Uni ou en Belgique, des forces nationalitaires sont à l'œuvre. Les égoïsmes territoriaux, les replis nationalitaires se situent toujours dans l'orbite du système, tout comme la montée des Extrêmes-Droites fascisantes. Ce qui manque effectivement, c'est une effervescence militante anticapitaliste, faite d'engagements collectifs pugnaces, s'en prenant à la fois à la Troïka de Merkel et aux régimes et forces politiques qui s'en accommodent. Et dans cette perspective, l'isolement devant l'écran informatique est contre-productif: le semblant faire dans sa bulle n'est qu'un faire semblant inoffensif.

Si d'aventure, comme cela s'est produit au début du printemps arabe, sans d'ailleurs toucher les pays du nord de l'Europe, le processus révolutionnaire au Moyen et Proche Orient s'approfondissant, l'effet mimétisme pourrait de nouveau se dupliquer. Car contrairement à ce que pensent de nombreux Cassandre², dans cette région du monde rien n'est réglé. Mise à part la relégation définitive de trois dictateurs kleptocrates, les raisons de la révolte sociale sont toujours agissantes. Ceux qui

prétendent aujourd'hui incarner le nouveau pouvoir semblent bien incapables d'introduire les mesures de justice sociale et d'égalité réelle attendues. Déjà plus ou moins disqualifiés, les Frères musulmans ne sont pas à l'abri de sérieuses déconvenues. Le dieu qu'ils invoquent pour les surmonter a l'odeur du souffre : le dollar. Ils quémandent l'aide du FMI ou celle des pétromonarchies. Il n'est pas sûr qu'une nouvelle dépendance avec son cortège de brimades liberticides, même si elle s'exerçait au nom d'Allah, serait facilement acceptée. La jeunesse urbaine, fer de lance du mouvement d'insurrection populaire, frustrée dans ses aspirations, les secteurs ouvriers combattifs décidés à faire reculer l'exploitation et l'oppression dont ils sont victimes, vont certainement occuper l'espace politique qui leur revient. A moins d'une répression sanglante, ni les élections truquées, ni les abstentions massives n'y changeront quelque chose.

Le pire c'est bien évidemment le contre exemple de la Syrie où le clan du dictateur s'accroche au pouvoir au prix d'une guerre civile meurtrière faisant resurgir les vieux démons de la martyrologie au nom d'Allah, s'efforçant de dresser les musulmans entre eux, chiites contre sunnites, et les religieux contre les athées. Cette région du monde, activée par la logique des blocs s'ingérant dans la lutte émancipatrice des peuples pour la pervertir, pourrait s'apparenter aux Balkans d'avant la guerre 14-18. Quoi de mieux qu'une guerre de civilisation masquant derrière les appétits occidentaux, grands russiens et chinois, la lutte pour l'hégémonie régionale entre les wahhabites et les mollahs? Certes, le pire n'est pas certain d'autant que les manifestations populaires au début de l'insurrection en Syrie n'avaient pas de caractère communautaire ou ethnique et qu'en



Egypte, comme en Tunisie, des forces politiques nouvelles ont surgi y compris des dissidences des Frères musulmans. Mais le temps est compté.

L'Etat juif (tel qu'il se définit lui-même), le gouvernement d'extrême droite à sa tête, pousse à la surenchère contre l'Iran pour embraser toute la région. Sans que l'on puisse en prévoir les enchaînements et les dénouements catastrophiques, une attaque d'ampleur contre les sites nucléaires iraniens ressouderait la population de ce pays autour des mollahs au détriment de ses aspirations. Elle étoufferait également les revendications à mieux vivre exprimées par les Indignés israéliens. La volonté d'existence indépendante des Palestiniens s'abîmerait dans le gouffre des affrontements à caractère religieux.

A moins que se lève, comme ce fut le cas lors de l'invasion de l'Irak, un mouvement pacifiste mondial, l'aura déjà ternie de l'Etat sioniste en serait ainsi démonétisée et des liens entre les différents peuples, y compris israélien, changeraient la donne. D'ailleurs, ni le grand frère états-unien de l'Etat israélien, ni son allié l'Arabie Saoudite théocratique,

tout comme les pétromonarchies et l'Europe, encore moins la Chine dépendante pour son énergie, n'ont intérêt à un tel embrasement. Ils préféreraient miser sur l'épuisement des peuples pour imposer la «paix des braves» avec leurs hommes à eux, quitte pour chacun d'entre eux, à faire des concessions, y compris à l'ours poutinien.

Quant à l'Afrique, terrain de chasse de tous les impérialismes concurrents, il est le lieu de toutes les dictatures. De ce trou noir peuvent surgir des mouvements de masses imprévisibles, comme ce fut le cas en Afrique du Sud dernièrement.

En tout état de cause, l'année 2013 laisse augurer des soubresauts imprévisibles d'autant que les pronostics et hypothèses ci-dessus oblitèrent une donnée essentielle. En effet, la crise du capitalisme pourrait rebondir sous d'autres formes : crise immobilière en Chine, bulle des nouvelles technologies informatiques (secteur déjà saturé, les PC se vendent de moins en moins), dévaluation compétitive du dollar pour relancer les exportations US, désintégration de l'Europe (le Royaume Uni prenant le large, suivi

### Volontairement engagés

Serons-nous toujours esclaves de leur volonté
Ou au contraire avons-nous le choix ?
A quoi sert la guerre, si on ne comprend toujours pas
Qu'elle ne libère pas les hommes,
Mais les contraint dans l'ignorance, le chagrin et la
brutalité.

Elle n'est qu'un pétrin du socle de la violence. Tôt ou tard, cela devra obligatoirement changer, ça ne peut plus durer

Je ne peux plus avaler leur purée ensanglantée. Le vent n'a pas de cœur, dans le creux de nos mains Il est l'un des seuls à jouir pleinement de la liberté, C'est un exemple de réalité.

D'un balai, il caresse notre terre sans se mettre de côté Il est essentiel pour nourrir notre diversité Son travail n'est pas fait pour compter Son utilité est de partager Pourtant nous vivons tous à côté D'un mouvement qui peut tout changer. Nous ne sommes pas condamnés à être des dominés, Cela ne tient qu'à toi de te réveiller Ne reproduisons pas les erreurs du passé Nous ne sommes pas des croisés de fer et d'épée Ou encore une matière industrialisée L'homme n'est pas fait pour être exploité Il doit être respecté quelle que soit sa contrée L'argent imprimé sert contre l'humanité La liberté ne peut servir quelque intérêt Elle doit être un sentiment partagé Le vent souffle et personne ne pourra l'arrêter ou se

Hassen

l'accaparer.

d'autres pays), intervention de l'OTAN en Afrique (Mali, République Démocratique du Congo...). Tous ces dérapages sont de l'ordre du possible.

Souhaitons que ce pessimisme ne soit que conjoncturel. Encore faudrait-il qu'un cours nouveau fait de convergences, de solidarités s'impose contre des logiques meurtrières. Encore faudrait-il qu'ici et maintenant la chaleur humaine des regroupements s'opère pour écrire, diffuser laborieusement des éléments programmatiques en véritables alternatives au capitalisme. C'est tout le mieux qu'on peut nous souhaiter pour l'année 2013.

**Gérard Deneux**, Amis de l'émancipation Sociale, le 5 janvier 2013

- 1) Voir l'article très documenté du Monde Diplomatique (janvier 2013) de Thomas Frank «Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de luimême».
- 2) Héroïne de l'Iliade qui reçut d'Apollon le don de prévenir l'avenir, mais, se refusant à lui, il décréta que personne ne croirait en ses prédictions.

### **Une fonction des syndicats:**

### Faire accepter les restructurations capitalistes

#### Après l'autonomie des universités, celle des écoles primaires

Mi-janvier 2013, Vincent Peillon, ministre de l'Education nationale, a publié un projet de décret qui concerne l'école primaire. La presse cadre le débat sur la semaine de quatre jours et demi.

Mais le plus important nous semble dans les ajustements nécessaires à la mise en place de ce décret. Alors qu'auparavant, seul le conseil d'école (enseignants, représentants des parents, inspecteur de circonscription et maire) avait la possibilité de proposer à l'inspecteur d'académie une nouvelle organisation des rythmes scolaires, désormais le maire se voit doter de cette prérogative de manière indépendante.

Concrètement, une école qui travaillait six heures par jour pendant quatre jours, travaillera 5h15 par jour pendant quatre jours, plus trois heures le mercredi ou le samedi matin. Pour occuper les élèves pendant les trois quarts d'heures en fin de journée, le décret prévoit l'organisation d'activités pédagogiques complémentaires (APC) : soutien aux élèves en difficulté. étude ou activités périscolaires encadrées par un Projet Educatif Territorial. Ce PET sera «élaboré conjointement par la collectivité, les services de l'Etat et les autres partenaires intéressés.» (extrait du projet de décret). En d'autres termes, les communes auront la possibilité d'élaborer avec les enseignants un projet éducatif. Pour compléter les obligations de service, les enseignants seront dans ce cadre très probablement obligés de travailler sous la tutelle des communes, bien que ces modalités soient encore à préciser.

Pour illustrer ce nouveau pouvoir donné au maire, notons que seul ce dernier, et pas le conseil d'école, peut demander un report d'un an de l'application de ce décret.

Ces dispositions, passées sous silence dans les comptes rendus des médias, ressemblent fort à un début d'entrée des maires, dans l'école. Avec ce projet de décret, le maire peut non seulement décider des horaires (avec l'aval de l'inspection) mais aussi contrôler une partie du travail des enseignants dans le cadre des APC. Par le truchement de la mairie, vont ainsi entrer dans l'école les «partenaires intéressés» : aussi bien les associations sportives et culturelles, que les poten-

tats patronaux¹. Et religieux, car l'organisation de la semaine ne devra pas «porter atteinte à l'exercice de la liberté de l'instruction religieuse», histoire de recadrer les débats dans cette laïcité restreinte. Il ne faudra pas s'étonner que des décrets ultérieurs offrent aux maires un droit de regard sur l'ensemble des contenus pédagogiques.

Pas à pas, que les gouvernements soient de droite ou de «gauche», la mutation de l'école se poursuit vers une autonomisation qui comprend trois volets: autonomie de gestion, pédagogique et bientôt financière. Les rapports de l'OCDE, entre autres, préconisent depuis plus de quinze ans un système éducatif basé sur la concurrence des établissements, des enseignants et des élèves. Cette autonomisation et cette mise en concurrence des écoles primaires est la suite logique de celle des universités (loi LRU de la ministre V. Pécresse, du gouvernement de Sarkozy).

La mise en place de ce décret aggravera non seulement les conditions de travail des élèves et des enseignants (amplitude horaire accrue: 24 heures d'enseignement sur quatre jours et demi plus trois heures d'APC) mais aussi les inégalités des offres pédagogiques complémentaires entre les communes plus ou moins riches.

On comprend maintenant pourquoi l'Association des maires de France est parmi les rares organisations à avoir approuvé ce projet lors d'un vote du Conseil Supérieur de l'Education (CSE), le 8 janvier 2013. Il est difficile de ne pas rapprocher ce vote des marchandages qui vont débuter pour les

élections municipales de 2014, élections considérées par le gouvernement Hollande comme stratégiques.

Parallèlement, le ministère de l'éducation nationale a ouvert en janvier 2013 les inscriptions pour le recrutement, sans concours, de 4 000 Emplois d'avenir professeur (EAP). Il est prévu 18 000 emplois de ce style en trois ans. Les conditions à satis-

faire sont les suivantes: être étudiant en licence ou master, boursier et avoir moins de 25 ans. Seront prioritaires les candidats qui ont résidé au moins deux ans dans une zone urbaine sensible ou qui ont effectué au moins deux ans d'étude secondaire dans un établissement ZEP. Les candidats s'engagent à passer un concours d'enseignant. La procédure de recrutement se fait sur dossier examiné successivement par l'université et le rectorat. C'est au cours de la dernière étape que l'école (le directeur) ou l'établissement secondaire fait passer un entretien d'embauche et signer le contrat. Pendant les douze heures hebdomadaires annualisées (les horaires pourront être aménagés lors la préparation des examens), les EAP auront entre autres «missions» à accompagner les activités périscolaires complémentaires et progressivement à assurer des séquences pédagogiques sous la responsabilité d'un enseignant. Ce contrat est d'une durée d'un an renouvelable deux fois. La rémunération est de 617 euros net en plus de la bourse d'enseignement supérieur, soit 900 euros en moyenne selon le minis-

Voilà comment des «professeurs», issus de zones sensibles ou de ZEP, sont recrutés pour jouer les grands frères modèles, en CDD, sans concours avec un salaire au rabais. C'est ainsi que les directeurs seront amenés à faire passer des entretiens d'embauche, à faire signer des contrats de travail et implicitement à évaluer le travail de ces jeunes collègues pour le renouvellement du contrat. Là encore, il ne faudra pas s'étonner lorsque le ministère imposera aux directeurs des écoles primaires l'évaluation de tous leurs collègues et finalement le recrutement de tout le personnel. La porte était déjà



entrouverte, puisque les Aides à la Vie Scolaire (AVS), personnel non enseignant, sont déjà recrutés et évalués de cette manière. C'est ainsi que le gouvernement socialiste entend recruter une partie des 60 000 enseignants (promesse électorale). C'est ainsi que, conformément aux exigences exprimées depuis des années par le patronat et les libéraux européens, le statut de fonctionnaire des enseignants est méthodiquement déconstruit.

Donnant en pâture une réforme des rythmes scolaires qui touche directement ou indirectement l'ensemble de la population, le gouvernement socialiste tente de faire passer en arrière-plan une réforme qualitative qui prolonge les transformations amorcées par les gouvernements précédents en une «nouvelle école capitaliste».

#### Catharsis syndicale

En tant qu'enseignants du primaire, nous avons participé à une réunion syndicale organisée conjointement par le SNUIpp-FSU et SUD-Education. Après avoir regretté que le ministre finisse par se mettre à dos une *«profession qui lui était a priori acquise»* (sic), le responsable syndical a expliqué à la (maigre) assistance que les syndicats avaient voté contre ce projet au CSE, instance consultative, parce que ce projet de refondation *«n'était qu'une coquille vide»*, variant au gré des pressions lobbyistes. Il regrettait surtout le manque de concertation.

A chaque question des enseignants, il répondait que le projet était flou, que ce n'était que du vent. Exaspéré, un enseignant demanda : «C'est un projet creux, mais qu'y a-t-il derrière ?» Aucune analyse globale de cet épisode «décret Peillon» n'a été proposé qui aurait permis aux enseignants d'en comprendre l'enjeu.

Sur les problèmes d'actions : «Si c'était la droite, il y a longtemps qu'on aurait fait la grève», «Quand on s'oppose à un projet, on appuie par des actions», ce responsable répondait : «On nous reproche de lancer des grèves presse-bouton d'un jour, êtes-vous prêts à une grève reconductible ?». Subissant une telle opération de démobilisation, les enseignants en arrivaient à se demander même sur quels mots d'ordre partir ne serait-ce qu'en manif, puisque ce projet n'était que du vent...

Rien sur le nouveau rôle des maires «On ne sait rien, je ne peux rien vous dire», ou les nouveaux EAP. Les seules propositions d'action de ce bureaucrate fut de renvoyer les enseignants dans leur école : «Faites prendre position à votre conseil d'école» (dans lequel les enseignants sont minoritaires) et d'appeler à une manif départementale un mercredi, jour non travaillé, pour manifester «sans retenue sur salaire», avec comme mot d'ordre «oui à la refondation, mais avec concertation».

Loin d'avoir comme objectif une mobilisation forte contre l'amorce d'une privatisation de l'école publique, ce qui rassemblerait tous les enseignants du primaire du service public, cette réunion avait pour objectif limité de prendre le pouls (déjà faible) de la base. Elle n'aboutit qu'à la démotiver encore plus.

#### **Pure routine**

Il ne s'agit pas ici de pointer du doigt la «trahison» de tel ou tel bureaucrate syndical, ou de tel ou tel syndicat enseignant. Cette réunion syndicale relatée plus haut est emblématique du

rôle des syndicats de travailleurs en général. Si on élargit l'angle de vue et que l'on compare cette péripétie avec d'autres mouvements ouvriers, d'autres grèves, on se rend compte que tant le gouvernement que les syndicats jouent leur rôle selon un synopsis bien rodé.

Du côté du gouvernement, le ministre avance vers une direction définie depuis plus de vingt ans: casser le statut privilégié de la fonction publique et assouplir en particulier cette rigidité aujourd'hui contre-

productive: la garantie de l'emploi. En ce qui concerne l'école capitaliste, la transformer pour qu'elle réponde au plus près aux exigences des patrons du bassin d'emploi où elle se situe, et dans la foulée, en repasser la destion aux collectivités locales. Seule la manière change, certains gouvernements avancent en force, d'autres progressivement, cachés derrière une mesure écran qui fait batailler (ici, la semaine de 4 jours et demi) mais occulte les mesures de fond (ici, l'entrée du politique dans les affaires de l'école et le recrutement de profs par les directeurs, sous statut précaire).

Les syndicats, de leur côté, ne font que jouer leur rôle. Pour l'instant, dans cet exemple, ils tentent d'éviter une mise en mouvement des enseignants en n'informant pas sur les réels enjeux, en présentant ce décret comme «une coquille vide», et en ne proposant pas de réelles actions. Quant à l'union syndicale, elle n'est que farce: les uns votent contre le projet de décret dans une instance consultative (CSE), les autres s'abstiennent ou refusent de voter. En réalité, «l'union syndicale» est d'abord un enjeu dans le cadre de leurs propres rivalités: le SNUIpp-FSU appelle à une manif départementale, neuf jours avant une «journée d'action» de la fonction publique le 31 janvier (où chacun fait ce qu'il veut : réunion, grève, tract, dans son coin) appelés par la CGT, Solidaires et... la FSU !



Comme dans d'autres mouvements (SNCF/RATP en 2007, par exemple), les syndicats sont passés maîtres dans les manœuvres de division: s'ils renvoient souvent les grévistes à des assemblées et des votes dépôt par dépôt, entreprise par entreprise, ici ils appellent à des prises de décisions école par école. Se positionnant comme des syndicats de propositions et non plus de combat. ils attendent des enseignants un assentiment à des projets dont ils ont déjà acceptées les lignes fondamentales : «Associer les enseignants, leur permettre de donner leur accord au sein des conseils d'école n'est pas un frein aux évolutions. Au contraire...» déclare le SNUIpp au CSE, à condition de jouer la comédie de la pseudo-concertation dans les règles.

#### De la grève illimitée à la grève... «reconductible»

Le terme «grève reconductible» est relativement récent dans le jargon des luttes. Dans le passé, les grèves étaient limitées dans le temps ou illimitées et un seul vote pouvait y mettre fin. La grève limitée lancée par les syndicats parfois se transformait en grève illimitée, la base débordant les appareils.

Cela s'était produit en 1995. C'est pour éviter de tels camouflets de la base que fut introduit cette notion de grève reconductible, qui aboutit à faire voter chaque jour dans les assemblées de grévistes la continuation de la grève. Ce qui permet des manipulations et redonne un certain pouvoir aux syndicats dans la lutte, en évitant notamment la constitution d'organismes permanents de grève (comités de grève ou coordination).

Revue Echanges N° 123, Hiver 2007 - 2008

Quelques généralités sur les réformes et les luttes de l'automne, p. 13

Alors que l'augmentation de salaire est la principale revendication des enseignants du primaire qui ont vu leur pouvoir d'achat drastiquement diminué ces dernières années, les syndicats mettent un éteignoir sur cet aspect des conditions de travail : c'est à peine mentionné à la fin de la déclaration. Il faut éviter tout dérapage vers des revendications salariales.

Non contents de ne pas informer ni former, de démotiver, et renvoyer chacun sur son lieu de travail, ils brisent dans l'œuf toute velléité de sortie du cadre légal. Lors de la réunion évoquée plus haut, un enseignant imaginait d'accueillir les élèves sans enseigner, une grève qui ne dit pas son nom. Le syndicaliste est monté au créneau : «Si tu fais ça, t'es mort.». Autrement dit, ne comptez pas sur les syndicats pour soutenir des actions non estampillées.

On ne parlera pas ici des manœuvres habituelles pour empêcher d'élargir le mouvement à d'autres secteurs, (dans ce cas, vers les enseignants du secondaire et les parents d'élèves, qui sont aussi partie prenante dans la mutation de l'école). Il ne faut même pas y songer, le décret est présenté comme n'intéressant que les enseignants du primaire.

Que de la routine de part et d'autre!

## Les syndicats ne sont pas des traitres

Les travailleurs, pour une grande partie, n'ont plus confiance dans les directions syndicales qui les étouffent, les empêchent de comprendre, de s'unir, ils leur sont parfois même hostiles. «De toutes manières, ils ont déjà accepté» disait un enseignant à la sortie de la réunion. Le peu de participants aux réunions syndicales ne traduit pas forcément le fatalisme des travailleurs, mais aussi leur prise de distance vis-àvis des directions syndicales. Ils cherchent (Espagne, Grèce, Québec, et sûrement ailleurs, mais pas beaucoup en France) à s'organiser en dehors des syndicats. Après tout, les comités d'action ou de grève, les coordinations représentent d'autres tentatives. L'origine des difficultés à envisager des actions autonomes réside en partie dans l'histoire du mouvement ouvrier français, très embrigadé par la CGT et la CFTC depuis plus d'un siècle. Les travailleurs continuent de se tourner vers les syndicats pour organiser leur lutte, même s'ils savent que dans d'autres luttes, ils sont partis en grève en débordant les syndicats, même s'ils savent que c'est Thorez qui a dit, en 1936 : «Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées.»2

Il s'agit maintenant d'arrêter de croire au Père Noël, aux syndicats gentils qui vont nous défendre. Ce ne sont pas non plus des traîtres. Leur objectif premier n'est tout simplement pas de défendre les travailleurs. Les syndicats ont acquis un certain pouvoir légal qu'ils ne tiennent pas de leurs adhérents. Ils recherchent une légitimité de la part de l'Etat («A Brest, le ministre est venu nous serrer la main, cela change des cordons de CRS de Sarkozy» se félicitait le responsable syndical) et du patronat, plus que de la part des travailleurs. Cela dépasse le fait des subventions auquel certaines critiques se sont cantonnées. Certes, mais les subventions de l'Etat et les largesses du patronat représentent quand même au moins la moitié des recettes de tous les syndicats<sup>3</sup>. Ils ne peuvent défendre leur place qu'en se servant des luttes, et surtout en montrant qu'ils sont capables de les canaliser (il faut se souvenir des félicitations de certains députés UMP aux syndicats pour avoir su bien gérer la crise sociale, à l'automne 2010).

Ce n'est pas que les travailleurs attendent, c'est qu'ils cherchent, essaient, échouent le plus souvent, et sont désemparés. C'est qu'ils ne voient pas comment se passer de l'aide de ceux qui seront les premiers à les poignarder dans le dos. L'auto-organisation verra surgir devant elle les appareils syndicaux, non comme des alliés, mais bien comme des obstacles qu'il faudra combattre, y compris dans la tête des travailleurs.

Il y a là un travail de militant, fastidieux parce qu'il faut reprendre les leçons du passé («Pourquoi les syndicats font-ils ça ?» demandait une enseignante). Travail difficile, «à contre-courant syndical», car il rencontre bien des résistances au sein du mouvement ouvrier lui-même : expliquer encore et encore le rôle (et non la trahison) des appareils syndicaux. Mais c'est un travail fondamental.

#### Isabelle Mély Marc Lefebvre, 15/01/13

1) «L'éducation nationale est capable de changer le contenu de ses diplômes et de ses formations pour répondre rapidement aux besoins de l'économie et des entreprises ; elle est mobile. La coéducation, c'est aussi cela.». Vincent Peillon dans Les Echos du 3 octobre 2012

2) Voir le N° 30-31-32 d'octobre 2010 de la revue Ni patrie, ni frontières «Travailleurs contre bureaucrates». Différents textes figurent sur le site d'ACC: Luxemburg, Mothé, Castoriadis, Péret pour les lecteurs qui souhaitent approfondir la question.

3) voir <u>l'article d'Eric Seznec</u>, sur le site d'ACC.

Depuis de nombreuses années. les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 224 (Janvier 2013) d' "Alternative Libertaire". Quand elle est diffusée en kiosque (une fois sur deux seulement car AL est victime des obstacles matériels et financiers que met désormais Presstalis à la diffusion de la petite presse), cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

#### Matin brun?

Après plus de trois mois de «débat», la loi dite sur le mariage pour tous devrait enfin être adoptée. Trois longs mois pendant lesquels les milieux les plus réactionnaires, voir fascistes, ont pu se déchaîner dans les rues et se croire repartis comme en 40. C'était bien sûr, pour certains au moins, les mêmes qui hurlaient pour la sauvegarde de la laïcité en septembre 2012, lorsque de dangereux islamistes menaçaient la liberté de la presse... et qui gueulent maintenant à la sauvegarde des sacrosaints principes judéo-chrétiens.

Si bien sûr, on ne peut que soutenir une démarche vers l'égalité des droits, on peut craindre que cette réforme n'aboutisse finalement qu'à légitimer cette institution archaïque du mariage. Finalement, il n'y a que les religieux les plus réactionnaires qui estiment que le mariage pour tous et toutes corresponde à une conception libertaire de la société. De notre côté, nous estimons surtout que la véritable liberté devrait pouvoir se passer de l'institution de la famille, de tout mariage, même passé par un pinkwashing.

Malheureusement, on peut craindre que cette réforme n'ait surtout servi qu'à donner une tribune à une droite fière des bonnes vieilles valeurs, à défaut de pouvoir être fière de ses chefs. Une fois de plus, comme sur le droit de vote des étrangers, les tergiversations d'une partie de la gauche et le refus d'assumer un vrai débat sur le fond risquent de laisser le discours réactionnaire sans contradiction.

À nous de porter un discours réellement égalitaire et révolutionnaire, pour que l'extrême droite ne sorte pas renforcée par cette campagne.

> Alternative libertaire, le 22 décembre 2012

## Où va Syriza?

Par Panous Petrou – membre dirigeant de l'organisation anticapitaliste *Gauche internationaliste des Travailleurs (DEA)*, l'un des groupes fondateurs de *Syriza* en 2004. Il a publié un article sur le site socialisworker.org le 19 décembre 2012 (traduit de l'anglais par Jean-Philippe Divès) dont nous livrons les éléments les plus significatifs

La coalition de la gauche radicale, connue sous le nom de Syriza, a créé un choc en Grèce et à l'échelle internationale quand, au printemps 2012, elle est à deux reprises passée à quelques points d'une victoire dans les élections nationales. Syriza proposait une alternative à l'austérité drastique défendue par l'establishment de la politique et de l'économie grecques avec, derrière lui, les dirigeants européens.

Syriza a tenu du 30 novembre au 2 décembre 2012 sa première conférence nationale de délégués élus, premier pas d'un processus visant à constituer une organisation plus unifiée au printemps 2013

Syriza compte aujourd'hui près de 500 sections et plus de 30 000 membres dans tout le pays. Ces membres ont élu 3 000 délégués à la conférence nationale, qui à leur tour ont élu une nouvelle direction de la coalition. La transformation de Syriza en une organisation de masse avec la mise en place de droits démocratiques et d'une représentation nationale ou parlementaire est d'autant plus nécessaire que la majorité de ses membres sont des milliers de militants non organisés ayant rejoint Svriza surtout depuis les élections d'une part, et, d'autre part que la coalition est actuellement composée d'une douzaine d'organisations de gauche, allant du socialisme révolutionnaire au réformisme radical. Il y a des raisons urgentes de clarifier le niveau d'accord entre les différentes composantes de Syriza. Si des élections étaient convoquées, Syriza pourrait être amenée à prendre la tête d'un gouvernement avant son congrès de fondation prévu au printemps. C'est pour ces raisons que des forces au sein de Syriza ont décidé de rendre public le débat politique. En effet, des divergences de fond existent entre les organisations formant la Coalition, sur les questions controversées notamment de l'alliance avec le Parti communiste (KKE) et Antarsya (la Gauche anticapitaliste qui regroupe plusieurs organisations), de la dette et la zone euro, du refus de tout chantage de l'UE destiné à maintenir l'austérité. Si Svnaspismos compose l'essentiel de la direction actuelle de Syriza et compte dans ses rangs Alexis Tsipras (président du groupe des 71 députés Syriza), pour autant deux tendances fortes existent au sein du mouvement de la Coalition. Elles se sont exprimées lors du Congrès récent et ont exprimé leurs divergences :

- Celles qui ont formé «le Bulletin unitaire»: la majorité de Synaspismos, soutenant la direction en place et Alexis Tsipras, l'Organisation communiste de Grèce (KOE, organisation maoïste), la Gauche de renaissance communiste et écologique (AKOA, d'orientation eurocommuniste), les communistes libertaires du Groupe de la gauche radicale (Roza) ainsi que des groupes d'anciens membres du Pasok ayant rejoint Syriza. Cette alliance défendait le projet de déclaration s'accordant sur l'idée que Syriza évolue dans la bonne direction. Elle a remporté 75% des voix.
- Celles de «*la Plateforme de Gau*che» qui a obtenu 25% des voix : *le* Courant de Gauche de Synaspismos, *le* «Regroupement de Gauche» avec la Gauche internationaliste des travailleurs (DEA), Kokkino («Rouge») et les anticapitalistes (APO).

Le Bulletin unitaire a intégré un large spectre de forces, depuis les membres du Synaspismos les plus modérés, qui poussent à ajuster le programme de Syriza dans le sens du «réalisme» jusqu'à des camarades de gauche très radicaux qui ont probablement pensé que la meilleure façon de faire avancer Syriza était d'argumenter en faveur de leurs positions dans le cadre de la majorité, ou bien qui ont priorisé le besoin pour la coalition d'apparaître «unie», certains éléments de la majorité présentant La Plateforme de gauche comme des «diviseurs».

La Plateforme de Gauche s'est formée sur la base d'un accord sur les points principaux suivants :

- Syriza doit maintenir son engagement en faveur d'un «gouvernement de gauche» avec des appels à une collaboration avec le Parti communiste et Antarsya.
- Syriza ne doit accepter qu'un «gouvernement de gauche», c'est-à-dire refuser tout soutien à une coalition gouvernementale incluant des partis bourgeois.
- Elle doit défendre la fin immédiate du paiement de la dette et refuser le moindre sacrifice pour sauver l'euro.
- Elle doit défendre la fin de l'austérité par tous les moyens nécessaires et

placer les besoins des travailleurs audessus des propositions «réalistes» destinées à satisfaire les besoins du capitalisme.

La Plateforme de Gauche a présenté des amendements qui, s'ils n'ont pas été adoptés, ont obtenu plus que 25% : par exemple, l'amendement disant que l'unité devait être recherchée avec le Parti communiste et Antarsya ou celui sur la dette et la zone euro, ont frôlé les 40% des délégués.

L'émergence de la Plateforme de gauche et les efforts de ceux qui l'ont formée afin d'ouvrir le débat politique établissent, pour Syriza, d'importants précédents, en imposant quelques règles élémentaires pour le fonctionnement d'une coalition plus unifiée, en particulier le droit de critiquer la direction, d'exprimer et de défendre les divergences politiques qui existent, comme un contrepoids face à toute tentative de faire virer Syriza à droite. La Plateforme de gauche a envoyé aux membres dirigeants de Syriza, à la classe dirigeante qui entend domestiquer Svriza, aux camarades du parti communiste et d'Antarsya, le message qu'existe une opposition de gauche forte et visible face à toute tentative d'imprimer à Syriza un tournant à droite ou un certain modérantisme.

L'une de nos tâches les plus importantes est d'organiser ces forces, de les engager dans les luttes sociales et de les coordonner en leur donnant une voix politique. Cela peut s'avérer la plus importante contribution afin de mettre un terme aux rêves des barons des médias qui voient Syriza capituler dans le futur devant le modérantisme. Notre organisation, DEA, combat pour ces objectifs depuis maintenant des années et continuera à le faire avec les camarades partageant notre contribution commune avec Kokkino et APO, avec ceux qui ont formé la Plateforme de gauche, et avec tous les camarades souhaitant lutter pour une véritable alternative ouvrière à la crise du capitalisme. La route qui nous attend ne sera pas facile mais il est clair que l'avenir de la gauche et de la lutte des classes en Grèce dépendra dans une très large mesure du cours que prendra Syrisa. Personne ne devrait s'abstenir de la bataille qui se mène pour ce cours politique.

### Gaz de schiste aux USA: nouvelle ruée vers l'or?

Le rapport établi en novembre 2012 par l'Agence Internationale pour l'Energie (AIE) a de quoi surprendre. Les Etats-Unis seraient en passe de devenir la première puissance pétrolière et gazière du monde. Ils disposeraient de 1 900 milliards de m³ de gaz de schiste et de pétrole bitumineux (non conventionnel)<sup>(1)</sup> et devanceraient ainsi le Proche-Orient dont les réserves équivaudraient à 1 200 milliards.

Du Dakota au Texas, de la Californie en passant par la Pennsylvanie, le pays se couvre de centaines de milliers de puits. Outre la collusion entre scientifiques et industrie pétrolière pour démontrer la prétendue innocuité de la fracturation hydraulique, cette ruée vers l'or trouve son origine dans la politique lancée depuis plus de 10 ans par la Maison Blanche. Apparemment, les résultats sont là : au premier semestre 2012, les USA ont assuré 83% de leurs besoins en pétrole et en gaz, la production locale a progressé de plus de 25% en 4 ans et l'on annonce que les Etats-Unis seraient auto-suffisants en énergie en 2030. Déjà, le gaz US serait de 50 à 70% moins cher qu'en Europe, sans compter le coût moindre de tous les dérivés du pétrole et du schiste bitumineux. Cette fuite en avant pour la souveraineté énergétique et les royalties qui vont avec est-elle tenable ?

#### Une croissance dopée par le capitalisme du désastre

Les «explorateurs» de gaz disposent d'incitations fiscales et de subventions généreuses qui les poussent à se ruer vers le nouvel eldorado. Les particuliers états-uniens, propriétaires du sol le sont aussi du sous-sol ; ils acceptent ainsi, contre royalties sonnantes et trébuchantes, d'autoriser les forages sans trop se poser de questions. La législation laxiste fait le reste. Ainsi, entre 2005 et 2010, grâce à ce «nouveau gisement de croissance», 400 000 emplois directs et indirects auraient été créés.

Mais cette embellie pourrait

tourner au cauchemar. Des voix s'élèvent déjà, au sein même de l'Agence d'information de l'énergie pour mettre en garde «ceux qui creusent d'abord et réfléchissent ensuite». «Il est fort probable que beaucoup de ces entreprises (qui se sont lancées à corps perdu dans le forage) vont faire faillite». Des «bulles» vont se former. Cette «exubérance irrationnelle» pourrait se terminer en «fiascos financiers». «Victimes de leur succès» les industriels du gaz de schiste seraient en situation de surproduction. Alors qu'il caracolait à 13 dollars pour 28 m<sup>3</sup>, le prix du gaz plafonne aujourd'hui à 2.8 dollars! Faillite, concentration. exportation. Jean Atbiboul, patron d'une des plus grosses sociétés de courtage du gaz a la solution : «quatre fois moins cher qu'en Europe, six fois moins qu'en Asie, le gaz américain a permis la relocalisation d'activités gourmandes en énergie, comme la chimie ou l'acier». Son entreprise se dit prête à investir «10 milliards de dollars (ce) qui pourrait faire des Etats-Unis le concurrent du Qatar ou de la Russie en 2016» (!)

Dans l'attente de ce désastre à venir, les conséquences sur l'homme et la nature sont irrémédiables : contamination des sols et des eaux souterraines, la fracturation hydraulique nécessitant le recours à des produits chimiques toxiques, dégagement de méthane dans l'atmosphère, de 3,6 à 8% du gaz extrait : celui-ci, ayant un impact à court terme plus puissant que le CO2 au

cours des deux premières décennies avant sa dissipation. En outre, l'injection massive d'eau pour fracturer la roche risque d'entrer très vite en conflit avec les besoins de l'agriculture. la pêche et l'alimentation humaine. Il faudrait en effet 10 000 à 15 000 m3 d'eau pour chaque forage. Reste l'urbanité des paysages perforés et bruyants. Des solutions lucratives ont déjà été trouvées : des palissades matelassées pour réduire les nuisances sonores aux abords des terrains de golf... Le «vacarme assourdissant» des gigantesques pompes installées en surface, le ballet des camions-citernes. l'énorme emprise au sol de ces installations qui mitent le paysage. sans compter les kilomètres de pipelines, préfigurent-ils une nouvelle ghettoïsation rurale et urbaine ?

## Des résistances : un exemple surprenant

A Longemont, dans le Colorado. les compagnies gazières avaient pourtant mis le paquet pour convaincre les habitants de cette ville de l'innocuité de la fracturation hydraulique : 500 000 dollars investis dans la publicité qui faisait miroiter par ailleurs la création de centaines d'emplois. Mais, ça n'a pas suffi, d'autant que les autorités de cette bourgade se sont vues contraintes d'organiser un référendum ! A 59%, la population s'est prononcée contre ces installations! Le gouverneur de l'Etat qui, pour sa campagne électorale en 2010 avait recu 76 441 dollars de «contribution» (!) de l'industrie gazière, est furieux. Il menace la ville des foudres de la justice, l'Etat, d'après lui étant le seul habilité à réglementer les forages. Quant aux magnats du gaz, ils ont porté plainte pour entrave aux droits de forage qu'ils ont acquis auprès des particuliers... Pour reprendre la formule de Karl Marx, à notre manière, si le capi-

talisme n'épuise plus l'homme et la nature, ce n'est plus du capitalisme.

Cet exemple à contre-courant est loin d'illustrer un changement d'orientation. Pour l'heure, la fuite en avant continue. Peut-elle avoir, comme on le prédit, des conséquences géopolitiques ?



- 10 -

## Vers une réorientation de la domination états-unienne ?

Depuis presque 70 ans, un pacte structure la géopolitique mondiale. Il fut conclu le 12 février 1945 à bord du croiseur *Quincy* entre Roosevelt et le monarque, théocrate, Ibn Saoud. En échange de la protection politique et militaire de son régime, le roi concédait un droit de pillage et d'exploitation de son or noir. L'Arabie Saoudite promettait d'approvisionner son tuteur pour 60 ans à «prix stable et modéré». Il y eut bien quelques coups de griffe à cette entente, notamment lors de ladite «crise du pétrole» où les prix ont flambé momentanément, mais ce pacte, pour l'essentiel, fut maintenu et même renouvelé par Georges Bush et le prince Abdallah, lors de sa visite en 2005 au Texas.

Pour les pétromonarchies du Golfe, restent la Chine et l'Europe, des marchés qui ne sont pas prêts de s'éteindre. N'empêche que si l'hypothèse d'une quasi souveraineté énergétique (momentanée ?) des USA s'esquissait, la 5ème flotte US aurait-elle encore intérêt à stationner dans le Golfe pour protéger un pétrole acheminé pour l'essentiel en Europe et en Chine ? L'impérialisme US serait-il conduit à voir venir et à diriger de l'arrière, surtout après les fiascos irakien et afghan ? Et à laisser l'Arabie Saoudite à ses démons ? Dans ce pays le plus archaïque et le plus réactionnaire au monde, où 2 Saoudiens sur 3 ont moins de 30 ans, où 3 chômeurs sur 4 ont entre 20 et 30 ans, qui compte désormais 25 millions d'habitants (dont 5 millions d'étrangers), la collusion entre le gaz de schiste US et l'or noir de la péninsule arabique pourrait connaître demain des explosions inattendues. Ce n'est pas par largesse d'esprit que le roi rentier Abdallah, dont la seule fortune pèse 18 milliards de dollars, s'est engagé, suite au «printemps arabe», à dégager sur 5 ans 130 milliards pour la construction de logements, l'augmentation des salaires et des indemnités de chômage. Car on ne le sait pas assez, là-bas, dans ces étendues déserti-

ques aux villes fabuleuses, 4 millions de personnes (si l'on compte les étrangers) vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

La fièvre de l'or noir pousse aux forages tout en alimentant la vieille taupe qui creuse ses galeries sous le vieux monde pour le pire et le meilleur.

**Gérard Deneux** le 20 janvier 2013.

Sources pour cet article : le Monde du 1<sup>er</sup> au 17 janvier 2013, traduction d'articles du New York Times, sites énergies nouvelles et stop au gaz de schiste.

1) D'autres chiffres plus extravagants sont annoncés : 23 000 milliards de m³ prétend Didier Houssin de l'AIE

## Les groupes de pression «inschistent»

Les groupes de pression sont en marche. Pétroliers, gaziers et économistes sont à la manœuvre pour obtenir le droit d'explorer et/ou d'exploiter le gaz de schiste dans le sous-sol français. Ils promettent le retour à une énergie en quantité et pas chère en pillant la planète. Au cours de la récente conférence gouvernementale sur la transition énergétique - les socialistes et notamment Arnaud de Montebourg - ont rouvert le débat à cette occasion et, comme d'habitude, le Président F. Hollande n'a pas tranché et reste sur une position ambiguë.

Pourquoi la France se priverait-elle de cette ressource pas chère qui nous garantirait 90 ans d'indépendance énergétique, synonyme de croissance retrouvée ? Je croyais comme beaucoup, que depuis juillet 2011 la question de l'exploration du gaz de schiste au moins provisoirement réglée. Il n'y aurait plus de nouveaux permis d'explorer. Rappelons que Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie, avait accordé au printemps 2011 les derniers permis sans savoir ce qu'il signait!

L'Amérique est donnée en exemple. Elle exploite en pratiquant la fracture hydraulique et multiplie les petits puits à proximité des habitations. Cette exploitation désastreuse a été dénoncée par le film américain GASLAND qui montre comment des riverains de ces puits pouvaient enflammer l'eau de leur robinet avec un briquet en raison de la pollution engendrée par le gaz et les produits chimiques additifs répandus dans les nappes phréatiques.

Le prix du gaz baisserait aux Etats-Unis grâce à l'exploitation scandaleuse pour l'environnement de ce gaz dont les spécialistes sont loin d'être unanimes sur la durée prévisible de cette nouvelle ressource. Il est bon de se souvenir qu'en 150 ans ces mêmes Américains ont épuisé leurs propres réserves d' «or noir». C'est pourquoi, d'un point de vue géopolitique, ces derniers sont présents sur les terrains des pays du monde où il y a des gisements à s'accaparer.

Depuis 2005, la production de pétrole a atteint son pic de production et la diminution de cette énergie pourrait devenir préoccupante dès 2025... Les spécialistes seraient presque d'accord pour soutenir que notre société énergivore prendra fin.

La dernière conférence de Doha sur le changement climatique a décidé de rien décider pour des raisons de croissance quant à

la question du réchauffement climatique et de ses conséquences qui reste préoccupantes. Pour les défenseurs du recours au gaz de schiste les émissions de CO2 et de gaz à effet de serre auraient moins de conséquences que celles du pétrole et du charbon.

Cette nouvelle abondance d'un produit fossile va encore retarder l'engagement vers une transition énergétique.

sition énergétique.

En conclusion, je citerai le titre de Une de l'hebdomadaire Politis du 6 au 12 décembre : «Gaz de schiste, comment on prépare les esprits.» et vous invite à vous procurer les 8 pages du dossier remarquable sur le suiet.



René Sagot, le 17 décembre 2012

Dans le dernier ACC (numéro 240 – décembre 2012), nous avons publié des extraits des deux premières parties d'une série intitulée **«Banques contre les Peuples, les dessous d'un match truqué»**, signé Eric Toussaint, un des responsables du CADTM. Dans les extraits de la troisième partie vous découvrirez ci-dessous comment la classe dominante va mettre à profit la crise pour frapper de plus en plus fort... tant que collectivement nous ne serons pas en capacité de réagir. Vous découvrirez aussi pourquoi on nous vante les «mérites» du «modèle» allemand avec tellement d'insistance.

C'est sur le site du CADTM que vous pourrez lire l'intégralité de ces trois textes.

### Grande offensive contre les droits sociaux

(par Eric Toussaint)

#### Ne pas sous-estimer la capacité des gouvernants à mettre à profit une situation de crise

De manière régulière, les grands médias abordent les questions d'un possible éclatement de la zone euro, de l'échec des politiques d'austérité en matière de relance économique, des tensions entre Berlin et Paris, entre Londres et les membres de la zone euro, des contradictions au sein du conseil de la BCE, des énormes difficultés pour trouver un accord sur le budget de l'UE, des crispations de certains gouvernements européens à l'égard du FMI à propos du dosage de l'austérité. Tout cela est vrai, mais il ne faut surtout pas oublier un point fondamental : la capacité de gouvernants, qui se sont mis docilement au service des intérêts des grandes entreprises privées, de gérer une situation de crise, voire de chaos, pour agir dans le sens demandé par ces grandes entreprises. Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est même plus dissimulé. A la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants et à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance, à commencer par la

banque d'affaires Goldman Sachs. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans une grande banque ou une autre grande entreprise une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital. Ce n'est pas nouveau mais c'est plus évident et régulier qu'au cours de 50 dernières années. On peut parler de véritables vases communicants.

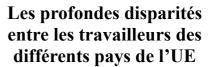
Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n'est pas de retour, c'est en partie se tromper de critère d'analyse. Les objectifs poursuivis par la direction de la BCE, par la Commission européenne, par les gouvernements des économies les plus fortes de l'UE, par les directions des banques et des autres grandes entreprises privées, ce n'est ni le retour rapide à la croissance, ni la

réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où serait de retour la prospérité.

Parmi leurs objectifs principaux, il faut en souligner deux :

- 1. éviter un nouveau krach financier et bancaire qui pourrait se révéler pire que celui de septembre 2008 (les deux premières parties de cette série ont abordé cet objectif qui sera à nouveau développé dans la quatrième partie);
- 2. utiliser plusieurs armes (l'augmentation très importante du chômage, le remboursement de la dette publique, la recherche de l'équilibre budgétaire, le fouet de la quête de l'amélioration de la compétitivité des Etats membres de l'UE les uns par rapport aux autres et par rapport aux concurrents commerciaux des autres continents) pour avancer dans la plus grande offensive menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne par le Capital contre le Travail. Pour le Capital, il s'agit d'accroître encore la précarisation des travailleurs, de réduire radicalement leur capacité de mobilisation et de résistance, de réduire les salaires et différentes indemnités sociales de manière importante tout en maintenant les énormes disparités entre les travailleurs dans l'UE afin d'augmenter la compétition entre

D'abord, il y a les disparités entre les salariés d'un même pays : entre femmes et hommes, entre CDI et CDD, entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein. A l'initiative du patronat et avec l'appui des gouvernements successifs (et en leur sein les partis socialistes européens ont joué un rôle actif), ces disparités se sont accrues au cours des 20 dernières années. Et puis, il v a les disparités entre les travailleurs des différents pays de l'UE. Les disparités entre travailleurs des pays du Centre et ceux des pays de la Périphérie à l'intérieur de l'UE sont le complément de celles se creusant à l'intérieur des frontières nationales



Les salaires des travailleurs du groupe de pays les plus forts (Allemagne, France, Pays-Bas, Finlande, Suède, Autriche, Danemark) sont le double ou le triple des salaires des travailleurs en Grèce, au Portugal ou en Slovénie, ils sont 10 fois plus élevés que les salaires des travailleurs de Bulgarie, 7 à 9 fois plus que les salaires roumains, lituaniens ou lettons. En Amérique du Sud, alors que les différences sont grandes entre les économies les plus

fortes (Brésil, Argentine, Venezuela) et les plus faibles (Paraguay, Bolivie, Equateur...), la différence entre le salaire minimum légal est de l'ordre de 1 à 4, donc une disparité nettement plus faible qu'au sein de l'Union Européenne. C'est dire à quel point est forte la concurrence entre les travailleurs d'Europe.

Les grandes entreprises des pays européens les plus forts sur le plan économique profitent à fond des disparités salariales au sein de l'UE. Les entreprises allemandes ont choisi d'accroître fortement leur production réalisée dans les pays de l'UE où les salaires sont les plus bas. Les biens intermédiaires sont ensuite rapatriés en Allemagne sans payer de taxe d'import/export, pour y être assemblés puis réexportés principalement vers les autres pays



d'Europe. Cela permet de diminuer les coûts de production, de mettre en concurrence les travailleurs allemands avec ceux des autres pays et d'augmenter la rentabilité de ces entreprises. De plus, ces biens assemblés en Allemagne et vendus sur les marchés extérieurs apparaissent bien sûr dans les exportations allemandes, dont une partie importante est en réalité le résultat de l'assemblage de produits importés. (...) L'économie allemande est celle qui bénéficie proportionnellement le plus des bas salaires et de la précarisation du travail au sein de la zone euro (...).

#### Le modèle allemand comme produit de l'offensive néolibérale

Les patrons allemands, aidés par le gouvernement socialiste de Gerhard Schröder en 2003-2005, ont réussi à imposer des sacrifices aux travailleurs. L'étude « En finir avec la compétitivité » publiée conjointement par ATTAC et la Fondation Copernic résume ainsi les grandes étapes des atteintes aux conquêtes des travailleurs d'Allemagne et à leurs droits sociaux et économiques : «Les lois Hartz (du nom du conseiller de Gerhard Schröder) se sont échelonnées entre 2003 et 2005. Hartz I oblige les chômeurs à accepter l'emploi qui leur est proposé, même pour un salaire inférieur à leur indemnité chômage. Hartz II institue des mini-jobs à moins de 400 euros mensuels (exemptés de cotisations sociales salariées). Hartz III limite à un an le versement des allocations chômage pour les travailleurs âgés et en

durcit les conditions d'attribution. Hartz IV fusionne l'allocation chômage de longue durée et les aides sociales, et les plafonne à 345 euros par mois. Aux lois Hartz s'ajoutent les réformes successives des retraites et du système d'assurance-maladie : retraite par capitalisation (retraites Riester) ; hausse des cotisations, report de l'âge légal de départ à la retraite (objectif 67 ans en 2017).» Les auteurs de cette étude soulignent : « L'ensemble de ces réformes a conduit à une impressionnante montée des inégalités sociales. C'est un aspect souvent oublié du 'modèle allemand' et cela vaut donc la peine de donner quelques chiffres détaillés. L'Allemagne est devenue un pays très inégalitaire : une étude vient d'établir que la moitié la plus pauvre de la société possède seulement 1% des actifs, contre 53% pour les plus riches. Entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat a baissé de - 12%

pour les 40% de salariés les moins bien payés et de - 4% pour les 40% de salariés les mieux payés. (...)

Selon la même étude, en 2008, le nombre de salariés a augmenté de 1,2 million par rapport à 1999, mais cette progression correspond à une augmentation de 1,9 million du nombre d'emplois précaires, et donc à une perte d'un demi-million d'emplois CDI à plein temps. Un quart des salarié(e)s occupent aujourd'hui un emploi précaire, et cette proportion (la même désormais qu'aux États-Unis) monte à 40 % chez les femmes. Les emplois salariés précaires sont majoritairement (à 70 destinés aux femmes. La proportion de chômeurs indemnisés a chuté de 80 % en 1995 à 35 % en 2008 et toutes les personnes au chômage depuis plus d'un an ont basculé vers l'aide sociale. Cette évolution s'inscrit dans un contexte d'érosion de la protection des salariés par les conventions collectives. (...)

# Les arrière-pensées des dirigeants et des patrons européens

Quand on tente d'expliquer l'attitude actuelle des dirigeants allemands face à la crise de l'Eurozone, on peut émettre l'hypothèse qu'une des leçons qu'ils ont tirées de l'absorption de l'Allemagne de l'Est au début des années 1990, c'est que les disparités très fortes entre travailleurs peuvent être exploitées pour imposer une politique pro-patronale très forte. Les privatisations massives en Allemagne de l'Est, les atteintes à la sécurité de l'emploi des travailleurs de

l'ex-RDA combinée à l'augmentation de la dette publique allemande due au financement de cette absorption (qui a servi de prétexte pour imposer les politiques d'austérité) ont permis d'imposer des reculs très importants aux travailleurs d'Allemagne, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Les dirigeants allemands actuels se disent que la crise de la zone euro et les attaques brutales imposées au peuple grec et à d'autres peuples de la Périphérie sont l'occasion d'aller encore plus loin et de reproduire d'une certaine manière à l'échelle européenne ce qu'ils ont fait en Allemagne. Quant aux autres dirigeants européens des pays les plus forts et aux patrons des grandes entreprises, ils ne sont pas en reste, ils se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Nord de la zone euro tirent profit de la débâcle du Sud pour renforcer la profitabilité des entreprises et marquer des points en terme de compétitivité par rapport à leurs concurrents nord-américains et chinois. Leur obiectif, au stade actuel de la crise, n'est pas de relancer la croissance et de réduire les asymétries entre les économies fortes et les faibles de l'UE. Ils considèrent en outre que la débâcle du Sud va se traduire par des opportunités de privatisations massives d'entreprises et de biens publics à des prix bradés. L'intervention de la Troïka et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Le grand Capital des pays de la Périphérie est favorable à ces politiques car il compte bien lui-même obtenir une part d'un gâteau gu'il convoitait depuis des années. Les privatisations en Grèce

et au Portugal préfigurent ce qui va arriver en Espagne et en Italie où les biens publics à acquérir sont beaucoup plus importants vu la taille de ces deux économies.

#### La volonté de faire baisser les salaires

Revenons à la question des salaires. Selon Michel Husson, en Allemagne. le coût salarial unitaire réel a baissé de près de 10 % entre 2004 et 2008. Dans le reste de l'Europe, pendant la même période, il a également baissé mais dans une proportion bien moindre qu'en Allemagne. C'est à partir de la crise de 2008-2009, qui affecte durement l'Eurozone, que l'on constate une chute très nette des salaires réels des pays les plus touchés. C'est ce que souligne Patrick Artus : «On constate dans les pays en difficulté de la zone euro (Espagne, Italie, Grèce, Portugal) une forte baisse des salaires réels». (...) Une étude réalisée par Natixis est venue confirmer que le but des dirigeants européens n'est ni de relancer l'activité



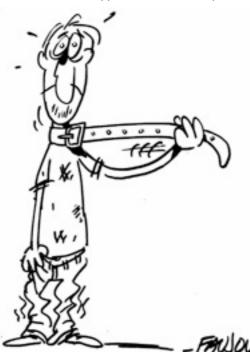
économique, ni d'améliorer la position économique des pays de la Périphérie par rapport à ceux du Centre. La baisse des salaires vise à réduire la capacité de résistance des travailleurs des pays concernés, augmenter le taux de profit du Capital et pousser plus loin le démantèlement de ce qui reste du welfare state construit au cours des 35 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale (période qui a été suivie par le tournant néolibéral de la fin des années 1970-début des années 1980).

Dans le Rapport mondial sur les salaires 2012-2013 publié par l'Organisation internationale du travail en décembre 2012, les auteurs relèvent que dans les pays développés entre 2008 et 2012, «les salaires ont enregistré un double creux» (c-à-d en 2008 et en 2011). C'est la seule région du monde avec le Moven Orient où les salaires ont baissé depuis 2008. En Chine, dans le reste de l'Asie, en Amérique latine, les salaires ont augmenté. En Europe orientale, ils ont connu une certaine récupération après l'effondrement des années 1990. Ce rapport permet de confirmer que l'épicentre de l'offensive du Capital contre le Travail s'est déplacé vers les pays les plus développés.

#### Mise en perspective de l'offensive du Capital contre le Travail

Ce que vivent les salariés et les allocataires sociaux de Grèce, du Portugal, d'Irlande et d'Espagne aujourd'hui a été imposé à la faveur de la crise de la dette des années 1980-1990. Au cours des années 1980, l'offensive a également visé les travailleurs en Amérique du Nord à partir de la présidence de Ronald Reagan, en Grande-Bretagne sous la férule de Margaret Thatcher, la Dame de fer, et chez ses émules sur le vieux continent. Les travailleurs de l'ex-bloc de l'Est ont également été soumis au cours des années 1990 aux politiques brutales imposées par leurs gouvernements et le FMI. Se-Ion le rapport Rapport mondial sur les salaires 2012-2013 publié par l'OIT (mentionné plus haut) : « En Russie, par exemple, la valeur réelle des salaires s'est effondrée dans les années 1990 à moins de 40% de la valeur qu'ils avaient et il a fallu une autre décennie pour qu'ils retrouvent leur niveau initial ». Ensuite (...) l'offensive a pris pour cible les travailleurs d'Allemagne à partir de 2003-2005. Les effets néfastes pour une partie significative de la population allemande se font sentir encore aujourd'hui même si les succès des exportations allemandes limitent le nombre de chômeurs et qu'une partie de la classe ouvrière n'en ressent pas directement les conséquences. L'offensive qui s'est accélérée depuis 2007-2008 a donc démarré au niveau mondial au début des années 1980. L'OIT centre son analyse sur une période plus courte (1999-2011) et les données sont claires : «Entre 1999 et 2011, l'augmentation de la productivité du travail moyenne dans les économies développées a été plus de deux fois supérieure à celle des salaires moyens. Aux Etats-Unis, la productivité du travail réelle horaire a augmenté de 85% depuis 1980, tandis que la rémunération horaire réelle n'a augmenté que de 35%. En Allemagne, la productivité du travail a augmenté de presque un quart sur les deux décennies écoulées tandis que les salaires mensuels réels n'ont pas bougé». C'est ce que Karl Marx appelait l'augmentation de la plusvalue relative.

Et plus loin : «(...) Dans la distribution du revenu national, la part des travailleurs baisse tandis que les parts du capital augmentent dans une majorité de pays. Même en Chine, pays où les salaires ont approximativement triplé



durant la décennie écoulée, le PIB a augmenté plus rapidement que la masse salariale totale - et la part du travail a donc baissé.» Cette tendance lourde au niveau mondial est la manifestation de l'augmentation de la plus-value extraite du Travail par le Capital. Il est important de noter que pendant une bonne partie du 19e siècle la forme principale d'augmentation de la plus-value est passée par l'accroissement de la plus-value absolue (baisse des salaires. augmentation des heures de travail). Progressivement, (...) elle a été remplacée ou dépassée par l'augmentation de la plus-value relative (augmentation de la productivité du travail sans que les salaires suivent dans la même proportion). Après plusieurs décennies d'offensive néolibérale, l'accroissement de la plus-value absolue redevient une forme

importante d'extraction de la plus-value et s'ajoute à la plus-value relative. (...)

#### Toujours davantage de travailleurs dans le collimateur

Dans un document de la Commission européenne intitulé «Le deuxième programme économique d'ajustement pour la Grèce» et datant de mars 2012, il est clairement mis en évidence qu'il faut poursuivre la réduction des salaires. Un tableau montre que le salaire minimum légal en Grèce est le quintuple du salaire minimum moyen en Roumanie et en Bulgarie (pays voisins de la Grèce), le triple de la Hongrie et des républiques baltes, plus du double du salaire minimum en Pologne et en République tchèque ; il est supérieur au salaire minimum en Espagne et au Portugal. L'objectif est de rapprocher la Grèce des pays où les salaires sont les plus «

compétitifs », donc les plus bas. Evidemment, si les salaires poursuivent leur chute radicale en Grèce comme le veut la Troïka et le patronat, il faudra que les salaires en Espagne, au Portugal, en Irlande et aussi dans les pays les plus forts suivent la même tendance, et ce de manière accélérée

ée.

(...) Les patrons européens parviennent à augmenter la quantité de plus-value qu'ils extraient du travail des salariés d'Europe et cherchent à marquer des points dans la bataille commerciale avec les concurrents asiatiques ou nord-américains. Ces dirigeants sont prêts à pousser dans leur dernier retranchement les syndicats européens en réduisant fortement la marge de négociation dont ils ont disposé pendant des décennies.

### Le Capital marque des points supplémentaires contre le Travail

Dans plusieurs pays de l'UE, au cours de leur offensive contre les conquêtes sociales, les gouvernants et la Commission européenne ont réussi à réduire radicalement la portée des conventions collectives interprofessionnelles. C'est le cas des pays de l'ex-bloc de l'Est, c'est aussi le cas de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande... Dans plusieurs pays, ils ont également réussi à faire baisser le salaire minimum légal et le montant des retraites. Ils ont réussi à réduire radicalement la protection contre les licenciements et à augmenter l'âge de départ à la retraite.

#### L'aggravation de la crise des pays de la périphérie de la zone euro

Au cours de 2012, la crise s'est aggravée en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en conséquence des politiques d'austérité brutale appliquées par des gouvernants complices des exigences de la Troïka. En Grèce, la chute cumulée du PIB depuis le début de la crise atteint 20%. Le pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population a baissé de 30 à 50%. Le chômage et la pauvreté ont littéralement explosé. Alors qu'en mars 2012, tous les grands médias ont relayé le discours officiel qui affirmait que la dette avait été réduite de moitié, selon les estimations officielles rendues publiques fin octobre 2012, la dette publique grecque qui représentait 162% du PIB à la veille de la réduction de dette de mars 2012 atteindra 189% du PIB en 2013 et 192% en 2014. Cette information ne fait pas partie des titres de la grande presse de masse. Au Portugal, les mesures d'austérité sont d'une telle violence et la dégradation économique est si grave qu'un



million de Portugais ont manifesté spontanément le 15 septembre 2012, chiffre qui n'avait été atteint que le 1er mai 1974 pour fêter la victoire de la Révolution des œillets. En Irlande. dont les médias parlent beaucoup moins, le chômage a pris des proportions énormes, conduisant 182.900 jeunes âgés de 15 à 29 ans à quitter le pays depuis que la crise a éclaté en 2008. Un tiers des ieunes qui avaient un emploi avant la crise s'est retrouvé au chômage. Le sauvetage des

banques a représenté jusqu'ici plus de 40 % du PIB (près de 70 milliards d'euros sur un PIB de 156 milliards en 2011). Le recul de l'activité économique a atteint 20% depuis 2008. Le gouvernement de Dublin a réaffirmé qu'il supprimerait 37 500 postes de travail dans le secteur public d'ici 2015. En Espagne, le taux de chômage atteint 50% chez les jeunes. Depuis le début de la crise, 350.000 familles ont été expulsées de leur logement à cause des impayés de dette hypothécaire. En un an, le nombre de familles dont tous les membres sont sans emploi a augmenté de 300 000 pour atteindre un total de 1,7 million, soit 10% de toutes les familles d'Espagne. La situation se dégrade de manière continue dans les pays de l'ancien bloc de l'Est membres de l'UE, à commencer par ceux qui ont adhéré à l'Eurozone.

En somme, partout dans le monde, le Capital s'est lancé dans une offensive contre le Travail. C'est en Europe que, depuis 2008, l'offensive prend la forme la plus systématique en commençant par les pays de la Périphérie. Alors que les banques (et le capitalisme en tant que système) sont les responsables de la crise, elles sont systématiquement protégées. Partout, le remboursement de la dette publique est le prétexte invoqué par les gouvernants pour justifier une politique qui s'en prend aux droits économiques et sociaux de l'écrasante majorité de la population. Si les mouvements sociaux et, parmi eux, les syndicats veulent victorieusement affronter cette offensive dévastatrice, il faut prendre à bras le corps la question de la dette publique afin d'enlever au pouvoir son argument principal. L'annulation de la partie illégitime de la dette publique et l'expropriation des banques pour les intégrer à un service public de l'épargne et du crédit sont des mesures essentielles dans un programme alternatif à la gestion capitaliste de la crise.

## L'Institut Montaigne fixe le nouveau cap du néolibéralisme pour 2013

C'est le titre d'un article de Bernard Teper qui a été mis en ligne début janvier sur le site de Respublica. Il montre bien que la «grande offensive contre les droits sociaux» va se poursuivre et donne une idée plus précise de la forme qu'elle va prendre en France sous le gouvernement « socialiste ».

Bernard Teper résume le contenu d'un document de 140 pages de l'« Institut Montaigne», en précisant : «Même si l'Institut Montaigne n'engage pas le gouvernement, nos informations indiquent que toutes ses propositions sont à l'étude par le gouvernement et entrent en cohérence avec la lettre du Premier ministre au Haut Conseil du financement de la protection sociale et les "fuites" concernant la nouvelle saignée des retraites prévue en 2013. Voilà pourquoi les organisations sociales du mouvement social et la gauche de gauche devront être à la hauteur des enjeux. Pour l'instant, il y a loin de la coupe aux lèvres!»

#### Bernard Teper détaille :

«L'institut Montaigne, qui ne vit que grâce aux fonds privés de l'oligarchie, propose de réaliser 60 Mds d'euros d'économies nouvelles sur la dépense publique pour l'ensemble des administrations publiques, dont près d'un tiers concerne l'assurance maladie et les personnels hospitaliers.

Réduire encore et toujours les effectifs : une attaque généralisée contre l'ensemble de la protection sociale et l'aménagement du territoire.

Concernant les fonctionnaires, l'Institut Montaigne ne propose rien de moins que le maintien de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux aux fins de réduire leur nombre de 300.000 sur la période 2013-17. Et il parle de «rendement» de la suppression d'emplois, soit 1,7 Mds d'euros pour l'hôpital avec 62.500 suppressions d'emplois! En plus de cela, il préconise le gel du point d'indice (proposition 6), la diminution des remboursements d'arrêts maladie, l'allongement du délai de carence et l'augmentation de la durée hebdomadaire de travail de 2h 30 «sans contrepartie salariale» (proposition 5)!

Toujours dans la même veine, il suggère de reprendre la proposition du bouclier sanitaire (proposition 9) de Raoul Briet et de Bertrand Fragonard en 2007 en durcissant encore son caractère austéritaire. Non seulement, il reprend l'idée de 2007 d'un remboursement total des soins uniquement au-delà d'un forfait annuel (que l'on fera augmenter ensuite par simple décret pour augmenter le caractère austéritaire du bouclier) et donc de diminuer fortement ce remboursement en deçà de ce forfait. En outre, ces nouveaux prêtres du néolibéralisme veulent y inclure les dépenses hospitalières et «simplifier» (diminution des aides et augmentation du reste à charge).

Puis 4,4 Mds d'euros en moins pour l'assurance-chômage (proposition 10), 9,4 Mds en moins dans les aides au logement (proposition 11), 7 Mds en moins pour la politique familiale avec durcissement des conditions de ressources pour 7 Mds (proposition12), suppression progressive des aides à l'aménagement du territoire pour 40 Mds,15,5 Mds de moins pour le remboursement assurancemaladie hors hôpitaux (sur 85 Mds).»

## L'emprise numérique

Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies

Nous reproduisons ci-dessous deux extraits du livre «L'emprise numérique» de Cédric Biagini paru aux Editions de L'échappée (448 pages, 14 euros). Le premier extrait concerne les troubles de l'attention et les dégâts culturels que l'auteur attribue à la lecture numérique. Le deuxième extrait interroge les pratiques militantes et politiques que suscitent les nouvelles technologies. Là, on s'est sentis directement visés, comme ce sera sans doute le cas pour beaucoup de nos lectrices et lecteurs. Peut-on espérer échapper aux usages débilitants de ces nouveaux outils et aux effets effrayants décrits par Biagini tant que nous n'aurons pas changé la société ? Et quelle chance a-t-on de la changer tant qu'on restera sous «l'emprise numérique» ?...

Des questions importantes sont soulevées à chaque page du livre : de quoi alimenter de nombreux débats, analyses et propositions. Pour y contribuer, commencez par acheter cet ouvrage. (Vous pouvez le faire par internet !...).

# La crise du «savoir lire»

(...) Les comportements de lecture numérique sont caractérisés par la navigation et le survol, le repérage des mots clés, la lecture d'un seul trait [et] la lecture non linéaire.

Cette lecture en diagonale, principalement axée sur la recherche d'informations, consiste en un papillonnage où le lecteur fait des sauts de puce, dans un état d'excitation attentionnelle (alternance de pics de forte et de faible concentration) et de désorientation cognitive (perte du fil de sa pensée, difficulté à se repérer).

Katherine Hayles, professeur de littérature à la Duke University, a défini deux «styles cognitifs» qui s'appliquent à la lecture. Celui de la deep attention, l'attention approfondie pour un seul objet

pendant un long moment, à l'écart des stimuli extérieurs, qu'elle oppose à l'hyperattention, le changement soudain d'objectif et de tâche, le besoin de sollicitations permanentes et de flux multiples d'informations. Elle choisit d'utiliser le préfixe «hyper», qui pourrait induire en erreur, mais elle souhaite établir un lien entre ce type de comportement et

les symptômes dits de l'hyperactivité. La deep attention est propre à la lecture linéaire sur papier alors que l'hyperattention correspond au mode de lecture numérique et à ses aspects «multitâches, multimodaux et multiséquentiels». L'attention approfondie est, elle, nécessaire à la lecture des oeuvres littéraires et des sciences humaines; elle est propre à la lecture vécue comme une méditation, un plaisir et un enrichissement spirituel.

Pour Main Giffard, qui a pourtant oeuvré pendant plusieurs années à la promotion du numérique en bibliothèque, «il semble donc bien que cette concordance entre type d'attention (hyperattention), degré d'exécution de la lecture (prélecture) et type de lecture (lecture d'information) oriente nécessairement la lecture numérique comme pratique culturelle, faisant obstacle à la lecture d'étude». (...). La lecture de référence deviendrait la lecture numérique, en diagonale, utilitariste, dans un environnement de stimulations permanen-

tes; celle qui détruit l'attention et toute forme de capacité de concentration, faisant se développer une forme de «lecture sans lecture», de lecture... illettrée.

Les deux modes de lecture, numérique et «traditionnel», peuvent encore éventuellement cohabiter, y compris sur écran, chez des personnes disposant de ressources intellectuelles suffisantes et d'une culture formée avant l'arrivée des TIC. (...) Quoi qu'il semblerait que ce soit de moins en moins le cas. En revanche, chez les natifs du numérique, (...) la crise du «savoir-lire» pourrait engendrer une catastrophe cognitive et culturelle. Les professionnels chargés d'enseigner à cette génération en ont bien saisi l'ampleur, comme en témoigne cette professeure de littérature en premier cycle universitaire:

«Je dois faire face en permanence à ce que mes collègues et moi considérons comme une crise fondamentale du "savoir-lire". À la sortie du lycée, les jeunes ne possèdent pas le degré de compréhension et d'analyse du texte correspondant au niveau universitaire.(...) Distraits par la cacophonie ambiante, ces jeunes n'ont ni l'envie ni la capacité d'aller au-delà d'une compré-

hension très superficielle des idées, des événements et des problématiques qui façonnent notre univers. Ils adoptent des opinions à l'emporte-pièce sans se soucier de leur validité. Pour mes étudiants, lire, c'est être en permanence en ligne, poster sur son blog, mettre à jour sa page, tweeter et échanger des textos, dans cette forme de langage abrégé et dégradé qui leur permet de s'informer minute par minute de l'emploi du temps de leurs amis ("Katy est fatiguée", "Steve attend impatiemment vendredi", "Jennifer prend un café) .»

De nombreux bibliothécaires font le même constat (...) :

«Aujourd'hui les bibliothécaires sont de plus en plus confrontés à un problème ahurissant: les usagers, surtout les plus jeunes, ne savent plus lire avec compétence. Ils peuvent trouver et suivre un texte électronique, extraire des passages de différentes sources sur Internet pour en tirer un nouveau texte, mais ils semblent incapables de commenter, de critiquer, d'interpréter et de mémoriser le sens d'une page imprimée. Le texte numérique par son accessibilité même donne au lecteur l'illusion qu'on peut se l'approprier sans consentir l'effort concomitant de l'apprentissage. Le but essentiel de la lecture leur échappe désormais; ne reste que la collecte d'informations effectuée au gré des be-

Guy Debord avait donc vu juste, lui qui attribuait dès 1988 les progrès de la déraison et de la soumission dans la société actuelle au fait que «dès l'enfance, les écoliers aillent facilement commencer, et avec enthousiasme, par le Savoir Absolu de l'informatique: tandis qu'ils ignorent toujours davantage la lecture, qui exige un véritable jugement à toutes les lignes».

#### Le trouble du déficit de l'attention

L'esprit linéaire, capable de s'extraire d'un environnement de distractions et de se concentrer sur un texte long, à l'argumentation complexe, dont l'utilité de certains développements n'apparaît pas immédiatement, se marginalise au profit d'un esprit perpétuellement connecté aux réseaux numériques, aspirant à diffuser et à recevoir des informations,

sans vraiment pouvoir définir de priorités quant à leur intérêt. Cette mutation profonde des manières de penser se retrouve jusque chez des personnes censées exercer une activité intellectuelle fondée sur la lecture approfondie. Nicholas Carr cite le témoignage de Jim O'Shea, étudiant en philosophie américain récompensé en 2008 par le Rhodes Scholarship, (Université d'Oxford). Il avoue, ou plutôt déclare, car cela ne semble lui poser aucun cas de conscience : « Je ne lis pas de livres. Je vais sur Google où je peux absorber rapidement les informations pertinentes.» Et d'enfoncer un peu plus le clou : «S'asseoir pour lire un livre de la première à la dernière page, cela n'a aucun sens, ce n'est pas une bonne façon d'utiliser mon temps, et je peux avoir plus rapidement sur la Toile toutes les informations que je veux.»

Sa stratégie de lecture lui paraît beaucoup plus efficace qu'une pratique classique du livre. Mais si la lecture numérique a rendu obsolète, dans une logique strictement utilitariste, la lecture complète et approfondie d'une oeuvre, le conditionnement cognitif qui en découle a en outre rendu cette dernière insupportable mentalement, et même physiquement. Cette évolution de notre rapport au texte et au temps, Charles Tijus, chercheur, l'analyse ainsi : «La perte d'habituation au livre papier rendra probablement difficile la lecture statique, longue, attentive.»

C'est cette sensation selon laquelle ses pratiques numériques modifiaient son cerveau qui a amené Nicho las Carr à écrire son fameux texte « Google nous rend-il stupide ?» (prémices à la rédaction de son livre Internet rend-il bête?). alors même qu'il était un usager assidu et convaincu des nouvelles technologies se plaçant résolument du côté des technophiles. Il le raconte avec un certain humour: «Depuis ces dernières années, j'ai le sentiment désagréable que quelqu'un, ou quelque chose, bricole avec mon cerveau, réorganisant la circuiterie nerveuse et reprogrammant la mémoire. Mon esprit ne s'en va pas - pour autant que je puisse le dire -, mais il change. Je ne pense plus comme naguère. C'est quand je lis que je le sens le plus fortement. (...) Mon attention se relâche dès la deuxième ou troisième page. Je m'agite, perds le fil, cherche déjà autre chose à faire. Comme si je m'évertuais à ramener sans cesse mon esprit récalcitrant au texte. La lecture en pro fondeur, qui m'était naturelle, est devenue une lutte.»

Nicholas Carr cite aussi le cas de Bruce Friedman, un blogueur, qui lui a décrit comment Internet avait altéré ses habitudes intellectuelles : «J'ai aujour-d'hui presque totalement perdu ma capacité à lire et à absorber un article un peu long, que ce soit en ligne ou sur papier.» (...)

Nicholas Carr et son ami bloqueur souffrent d'un syndrome nouvellement apparu, conséquence du déferlement numérique et de la profusion de données et de sollicitations: le trouble du déficit de l'attention. Dans les environnements numériques, l'attention se trouve sans cesse dispersée, l'esprit incapable de se fixer sur un objet, alors que de tous côtés surgissent des raisons de se laisser distraire. (...) Le cerveau cherche sans cesse des sources de divertissement. Par exemple, dans une classe, même sans ordinateur, les élèves ont de plus en plus de mal à rester concentrés sur un cours, ils s'agitent et cherchent une stimulation. (...) Les professionnels de l'éducation rencontrent des difficultés croissantes à fixer l'attention des enfants et des adolescents et à les inciter à se concentrer. [...]

# Les effets sur le militantisme

(...) Un militant libertaire raconte dans un texte intitulé «Utopies coincées dans la Toile» le rapport que son milieu entretient avec les nouvelles technologies. Il revient sur les débuts: «Pour les militant-e-s, l'exercice était de dénicher des textes libertaires parfois inédits (la plupart du temps en anglais). Ce que l'on entend aujourd'hui dans les arguments pour le livre électronique se disait déjà à propos d'Internet. Pour certains,

le peuple allait sûrement en profiter pour lire des écrits subversifs, l'un des textes les plus téléchargés par les internautes, La Conquête du pain, de Kropotkine, en serait bien la preuve.» Mais rapidement le tableau se noircit: «Les e-mails entraînèrent une certain agressivité entre les groupes qui ne se voyaient pas souvent. Il a fallu découvrir que, derrière l'écran, on a l'insulte facile et qu'un email peut être hyperlapidaire et méchant. Apprendre à distinguer entre le ton d'Internet - froid, tranchant, définitif et les personnes réelles, pas toujours si agressives.» Puis, de nouveaux outils voient le jour:

«En 1999, après le succès des mobilisations "antimondialistes" à Seattle, des sites Indymedia apparaissent. (...). On passe à une autre étape par rapport à la temporalité: avec les slogans des Indymedia - "Ne haïssez pas les médias, devenez des médias"-, les militants semblent devoir se plier à des nouvel les règles, celles d'informer sans cesse de leurs agissements. Internet, c'est pratique et rapide, mais ça a détruit pas mal de pratiques militantes, ces rituels qui avaient parfois du bon. L'organisation, avec ses contraintes indissociables de l'espace-temps: se réunir autour d'une table, écrire un tract ensemble, se donner rendez-vous, aller au contact des gens... Un travail long et harassant pour un résultat parfois nul. Sauf que le chemin est aussi important que l'action ellemême, qui reste toujours limitée. Le travail en commun, qui lie intelligence collective et solidarité concrète, se fait rarement derrière l'écran d'un ordinateur. Mais, à l'ère d'Internet, toute organisation passe pour ringarde»

Depuis lors, les forums, les listes, les sites, les blogs, les réseaux sociaux se sont multipliés. Les moments de rencontre se raréfient, plus personne n'est disponible pour organiser des réunions en chair et en os ou penser collectivement les mobilisations et les alternatives. Quelques initiateurs, un réseau informel, un simple rendez-vous envoyé sur des listes Web, suffisent. Vient alors qui veut à des actions ludiques, comme ça lui chante : pratique et efficace ! Cette réduction utilitariste et hédoniste de l'agir politique empêche de questionner le sens des pratiques militantes, alors que les multiples échecs des mouvements politiques du XXe siècle auraient dû faire comprendre que la manière de faire les choses importe autant que le but visé. Animer un journal militant, par exemple, n'a pas uniquement pour objectif de diffuser des idées, le support en lui-même crée du collectif et amorce une prise sur le réel.

Les militants passent un temps croissant vissés devant leur ordinateur à faire circuler des informations et à s'écharper sur des forums avec une violence engendrée par l'absence de lien véritable. L'échange y est réduit à sa plus simple expression, puisqu'il n'engage plus à rien; il a donc perdu toute fonction sociale. Une information et une discussion chassent l'autre dans

## TV Lobotomie

#### La vérité scientifique sur les effets de la télévision

Dans cet ouvrage paru aux Editions Max Milo (320 pages - 19,90 euros) Michel Desmurget (chercheur à l'INSERM), met en cause, lui, la télévision, en réalisant une synthèse de tout ce que les scientifiques savent sur les effets de la consommation télévisuelle. Le bilan, réalisé à partir de 4000 articles et qui est rigoureusement exprimé en termes de probabilités, est effrayant : la télévision est un fléau. Elle exerce une influence profondément négative sur le développement intellectuel, les résultats scolaires, le langage, l'attention, l'imagination, la créativité, la violence, le sommeil, le tabagisme, l'alcoolisme, la sexualité, l'image du corps, le comportement alimentaire, l'obésité et l'espérance de vie.

Ces faits sont niés avec aplomb par l'industrie audiovisuelle et son armée d'experts complaisants. La stratégie n'est pas nouvelle : les cigarettiers l'avaient utilisée, en leur temps, pour contester le caractère cancérigène du tabac.

un ballet sans fin qui donne le tournis et... de nouvelles raisons de s'inquiéter ou de s'indigner.

L'absence de rencontres, la virtualisation des échanges favorisent le durcissement des propos et des positions. À tel point qu'a été inventée la loi dite de Godwin. Elle théorise le recours aux pires insultes dans les débats sur Internet: «Plus une discussion en ligne dure long temps, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler s'approche de 1.»



Plus globalement, les nouvelles technologies ont renforcé la polarisation, comme l'explique Philippe Breton: «Le recours systématique à la communication aujourd'hui produit deux effets apparemment contradictoires: une uniformisation planétaire des goûts, dés normes et des comportements, la construction espace public universel et, en même temps, un repli de l'individu sur luimême.»

À partir de là, une grande masse de la population s'est désintéressée des questions politiques et sociales et a basculé dans l'hyperconsumérisme et le divertissement permanent (...), alors qu'une minorité défend des idées de plus en plus extrémistes et simplistes, l'explosion des théories du complot sur le Web en étant l'un des symptômes. Le refus croissant de se confronter à l'autre ou à un univers que l'on n'a pas forcément choisi et l'hypercommunication avec des proches et des personnes qui pensent comme soi, renforcent les discours de haine. Loin du «village planétaire» promu par les technofans, la sociabilité se délite dans une société «fortement communicante, mais faiblement rencontrante».

L'un des animateur de L'Autre Réseau, un site d'informations militant indépendant, explique les raisons qui l'ont poussé à jeter l'éponge:

«On veut soutenir, par exemple, les Indigènes [de la République], et l'on soutient du même coup certaines formes de positions identitaires; on veut soutenir les luttes des femmes, et l'on soutient la haine des hommes; on veut

soutenir la lutte contre les discriminations, et l'on soutient le retour des discriminations dans leur forme la plus sordide (le «non-mixte», entre autres fadaises), on veut soutenir la lutte contre l'homophobie, et c'est la haine des hétéros que l'on soutient. [...] Bref, cette immersion de quelques mois dans le Web militant m'aura convaincu qu'il faut absolument chercher d'autres moyens d'agir, d'autres moyens de militer. Pendant un certain temps, je m'étais fait une raison, en me disant : Eh bien soit ! Publions

tout, chacun reconnaîtra ce qui le concerne ! Et là encore, ce fut une erreur: une telle position ne fait que valider la victoire totale du communautarisme, la victoire du chacun-pour-soi, qui est la vraie victoire du libéralisme.»

Il choisit finalement de se déconnecter et de déserter Internet (...)

L'équipe de *CQFD*, mensuel de critique et d'expérimentation sociale, lorsqu'elle a refait son site en 2011, a elle aussi mal supporté les nombreux commentaires qui suivaient ses articles en ligne et s'est fendue d'un coup de gueule contre les

«déversoirs électroniques»:

«Mais, comment dire, les cyber-polémiques, on ne s'y fait pas : quelque chose ne passe pas. On les écrit comme on prend part à un match de catch, et on les lit comme on se divertit d'un scandale ou d'un fait divers. Grandes menaces, déclarations définitives, citations et contre-citations, le forum est assurément un beau spectacle: on se croirait dans le salon littéraire d'avatars invincibles. (...) Sécheresse du verbe électronique oblige, ce qui était une querelle d'amis devient une divergence irréconciliable, ce qui s'annonçait comme un désaccord argumenté s'enfonce dans le règlement de comptes et ce qui relevait du débat nécessaire vire à l'empoignade de foire. On clique et on reclique, on rafraîchit la page, on s'offusque d'untel, on félicite tel autre, et d'un coup de clavier on tourne un troisième en dérision : exit ses belles réflexions. Égalité, liberté d'expression ? On a plutôt l'impression d'une mise en procès de tous contre tous, où les plus aigris se découvrent puissants et déversent leur bile avec une euphorie mauvaise.»

Bien caché derrière son écran, le keyboard warrior peut déverser sa haine en ayant l'impression de faire de la politique. Il ne met rien en jeu et ne prend aucun risque, contrairement à l'engagement politique qui implique de donner de soi et d'agir sur le long terme. Et même des gens censés être politisés refusent l'engagement qui se trouve aujourd'hui en crise. «La peur du militantisme, de l'enrôlement et plus globale-

ment de l'engagement, a désormais contaminé les militants eux-mêmes, qui peinent à revendiquer leur appartenance organisationnelle. Le militant serait un être triste et austère, encore englué dans les contraintes de la société capitaliste», nous explique Guillaume Carnino. L'engagement apparaît de plus en plus comme un enfermement, un manque d'ouverture alors que la société du zapping nous offre tant de possibilités. S'engager dans une structure pérenne ou pour une cause sur le long terme est considéré comme une forme d'aliénation, car cela induit des contraintes et des devoirs envers un collectif. Le Moi ne peut plus s'exprimer pleinement et l'obligation de devoir composer avec l'Autre entrave la toute-puissance de l'individu.

Une fois le militant politique, associatif ou syndical refoulé dans les poubelles de l'Histoire, de nouvelles figures peuvent émerger, comme celle de l'Anonymous, (étudié au chapitre 7 du livre) ou celle du slacktivist -le premier pouvant d'ailleurs être une forme du second. Le slaktivism désigne l'activisme mou qui se limite à signer des pétitions en ligne, à relayer des informations, à former des cybergroupes (souvent sur Facebook) ou à appeler au boycott d'une entreprise depuis son ordinateur. Ce qui compte alors n'est plus la cause défendue mais les moyens utilisés. Moins ils prennent de temps et nécessitent d'efforts, plus ils sont valorisés. On peut cliquer contre une guerre, contre une loi, et même contre la pauvreté. Une campagne de l'association Action mondiale contre la faim, pour n'en citer qu'une parmi toutes celles qui fleurissent, proposait de signer une pétition contre la pauvreté en envoyant un SMS, une brochette de peoples en assurait la promotion... Plus besoin de se mobiliser ou de mener une action, un simple clic suffit. Le militantisme en ligne se veut simple et ludique, et beaucoup d'associations, d'ONG, de collectifs... le promeuvent. Ils pensent gagner en efficacité alors qu'en même temps leur nombre d'adhérents, et surtout d'adhérents actifs, ne cesse de se réduire. Ils n'établissent pas de liens entre la crise de l'engagement et la destruction des médiations - dont ils font partie - par le monde numérique. (...)

A une échelle plus globale, les nouvelles technologies permettent la financiarisation, la dérégulation et la mise en place de la concurrence dans tous les domaines, la destruction des critères mêmes de vie commune et de tout ce qui pouvait permettre d'espérer un avenir meilleur. Pourtant, parmi ceux qui déplorent cette situation, beaucoup croient que les nouvelles technologies permettront d'en sortir sous prétexte qu'ils ont pu diffuser une vidéo «subversive» sur Youtube ou pirater pendant quelques heures le site d'une multinationale. Cette dichotomie entre ce qu'il est possible de faire et ce qu'il faudrait faire montre l'impuissance politique dans laquelle la société communicationnelle condamne les peuples à vivre (...).

## Rencontres et lectures à contre courant

#### Caricatures politiques de Floh

On vous propose une bonne manière de «célébrer» le 50ième anniversaire du traité de L'Elysée: rendez vous en Allemagne, au Centre Culturel Français de Freiburg où sont exposées jusqu'au 2 mars 2013 inclus une cinquantaine de caricatures politiques de Floh (Florence Debray), en grand format et en couleur pour la plupart. Vous serez un peu étonné de trouver du politiquement incorrect dans ce centre culturel. L'artiste qui a décliné le thème : «D'un général peu ordinaire à un président normal» a pu s'exprimer en toute liberté. Et l'entrée est gratuite. Il faudra probablement attendre le centième anniversaire pour retrouver une telle occasion! Pour tout contact et pour en savoir plus: www.flohdebray.de

#### La commune libre de Saint-Martin

La commune libre de Saint-Martin. Une expérience communale au 21ème siècle (Jean-François Aupetitgendre). Utopie ? Et si l'utopie prenait corps ? devenait Réalité ? Et si cette réalité avait cours au 21ème siècle, dans une petite bourgade de 5000 habitants, qu'on appellera Saint-Martin ? Et si un élu de base de cette petite commune avait découvert des archives sur un groupe libertaire local du 19èmè siècle, et que, surpris de l'actualité de ses idées, il en reprenait ses propositions en se présentant aux dernières élections municipales ?

Etonnamment, et contre toute attente, le voilà élu. Mieux, il devient maire. Il propose alors d'instaurer la démocratie directe, l'autogestion, de développer un tas d'initiatives allant à l'encontre de la pensée unique libérale. Fichtre ! Et ça marche...

Depuis Saint-Martin invente, transforme, remet en cause la gestion communale classique, sans grandiloquence, pas à pas. Souffle alors un vent d'innovation à transformer citoyens et structures. Jusqu'à inquiéter le pouvoir qui s'efforcera d'étouffer dans l'œuf cette initiative isolée avant qu'elle ne s'étende.

D'autres initiatives communales de démocratie directe ont lieu en Europe et dans le monde. Une autre société est donc possible, plus équitable et respectueuse des libertés, plus écologique, sans qu'il soit nécessaire d'attendre un hypothétique Grand Soir ou la chute du capitalisme.

Certes, pourra-t-on objecter, un ilot autogestionnaire dans un océan capitaliste est-il viable? Reste que la multiplication de ces ilots peut contribuer à un bouleversement social d'ampleur et être un facteur d'émancipation certain.

**«La commune libre de St Marin»** est paru aux Editions Libertaires 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190, Saint-Georges d'Oléron- Tél. 05 46 76 73 10 . Prix : 13 € (+10% frais de port).

#### Entre intégration et discrimination

Insertion, intégration, assimilation : le vocabulaire employé depuis des années à l'égard –à l'encontre ?- des Immigrés (les Autres) a suivi l'évolution de la «philosophie» véhiculée par les institutions et le corps social. Avec la notion de discrimination on jette un autre regard sur la question.

A partir du constat que « les politiques de lutte contre les discriminations relatives aux populations immigrées sont arrivées sur le devant de la scène publique depuis quelques années», d'emblée le livre questionne : pourquoi en est-il ainsi ? Et ces discriminations n'étant pas nouvelles, ne peut-on pas voir dans l'intérêt qu'on y porte une autre façon d'appréhender l'attention qu'on prête à l'étranger, cet Autre trop souvent encore percu comme dérangeant ?

La reconnaissance affirmée des discriminations paraît aller à l'encontre des « problèmes d'intégration » et semble ouvrir la voie à une autre phase de l'intégration des immigrés.

L'ouvrage, collectif —pas moins de onze contributions- ne prétend pas apporter des réponses au questionnement. Il propose des outils aptes à l'explorer. A cette fin, les auteurs s'attachent en premier à comprendre la façon dont aujourd'hui on perçoit la diversité et les différences. C'est l'objet du premier tiers temps: «Espace social et politique». Le second: «L'étranger, l'accueil, l'hospitalité» aborde l'approche de la relation à l'étranger. Enfin le troisième: «Des discriminations» met en perspective les pratiques et politiques en matière de lutte contre les discriminations.

**«Entre intégration et discrimination»** réalisé sous la direction de Marie-Hélène ELOY et Alain MERCKAERT est diffusé par L'Harmattan (160 pages - 15 euros). Editeur : Licorne, 35 rue Alphonse Paillat 80000 AMIENS.

#### Du refus d'être complice à l'engagement

Entre Mer Méditerranée et Jourdain, Palestiniens et Israéliens sont en nombre sensiblement égal. Mais les Israéliens possèdent tout : les richesses, la terre, l'eau, les droits politiques. La Palestine est volontairement étranglée et sa société est détruite. L'inégalité est flagrante et institutionnelle.

Il faut dire les mots pour décrire ce qui est à l'œuvre : occupation, colonisation, apartheid, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, racisme. La majorité des Israéliens espèrent qu'à terme, les Palestiniens deviendront des indigènes marginalisés incapables de défendre leurs droits. Les gouvernements israéliens s'acharnent à fragmenter la Palestine en des entités aux statuts différents: Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est, Palestiniens d'Israël, réfugiés... Comment un État colonialiste peut-il se revendiquer du passé quand les Juifs étaient les parias de l'Europe ? L'idéologie sioniste est au cœur de ce processus. Le sionisme n'est pas seulement militariste, raciste, colonialiste ou pro-impérialiste. Il a contribué à une gigantesque manipulation de l'histoire, de la mémoire et des identités juives. Le sionisme est au départ une idéologie de la séparation proclamant que Juifs et non-juifs ne peuvent pas vivre ensemble. Dans l'État juif, les non-juifs sont des étrangers dans leur propre pays.

Il n'y aura pas de paix si on ne la fonde pas sur l'égalité des droits dans tous les domaines. Il n'y aura pas de paix sans une rupture avec le sionisme ou un dépassement de cette idéologie. Le sionisme n'est pas seulement criminel pour les Palestiniens, il est suicidaire pour les Juifs.

*«Israël/Palestine - Du refus d'être complice à l'engagement»* de Pierre Stambul est paru aux Editions Acratie (Acratie, l'Essart, 86310 La Bussiere). 600 pages. 25 euros.

#### La colère de Ludd

Il s'agit d'une narration du mouvement luddite (1811-1817) en Angleterre – qui tenta de résister à l'introduction des machines dans l'industrie textile et amena le pays au bord de l'insurrection, en pleine guerre contre Napoléon. Rédigée dans un style vivant, elle est fondée sur toutes les sources relatives à ces troubles, présentées au fil du récit par une traduction exhaustive des documents relatifs à cet épisode fondateur du mouvement ouvrier.

Le propos de l'auteur est, en outre, de démystifier le mouvement luddite — souvent présenté, abusivement, comme «écolo» et «technophobe» avant la lettre — et de souligner l'aspect révolutionnaire et social de ces premiers balbutiements d'un prolétariat révolté contre la société capitaliste en formation. Un appendice sur les poètes romantiques contemporains «engagés» — aussi compatissants avec les tribulations du petit peuple qu'atterrés par le machinisme et la laideur de la société urbaine qui se dessinait sous leurs yeux — éclaire les origines de ce mythe.

**«La colère de Ludd»** de Julius Van Daal est paru aux Editions de L'insomniaque. 288 pages. 18 euros.

#### A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - nous impose une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous!

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre!).

Nous proposons plusieurs formules :

- Le (ré)abonnement simple: 10 € (un an pour 10 n°)
- Le (ré)abonnement de soutien (un an pour 10 n°): 15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien.
- Le (ré)abonnement/diffusion : 20 € (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- Le (ré)abonnement/parrainage : 15 € (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "A Contre Courant", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

#### COMITE DE REALISATION

L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE
O. MANGEOT / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

Abonnement 10 numéros (1 an)	
□ SIMPLE	10 Euros
□ de SOUTIEN	Euros
☐ Faibles ressources (selon possibilités) .	
(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")	
NOM	
Prénom	
Adresse	

CPPAP n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse - PIC

# A CONTRE COURANT (service abonnements) BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 05/02/2013



#### Sommaire

Page 1 Edito : Le fantôme de Guy Mollet
Page 2 Prix Nobel alternatif
Page 2 à 5 2013, année de tous les dangers,
année de tous les possibles émancipateurs
Page 6 à 8 Une fonction des syndicats :
Faire accepter les restructurations capitalistes
Page 8 Edito AL : Matin brun ?
Page 9 Où va Syriza ?
Page 10 et 11 Gaz de schiste aux USA : ruée vers l'or ?
Page 12 à 15 Grande offensive contre les droits sociaux
Page 16 à 18L'emprise numérique
Page 19 Rencontres et Lectures
Page 20 A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet: http://www.acontrecourant.org Courriel: courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE